

(1)
(N° 79)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 JANVIER 1923.

Projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire
et de la procédure.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La loi du 25 octobre 1919, prorogée le 30 juillet 1921, modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les Cours et Tribunaux cessera ses effets le 1^{er} octobre 1923.

Il importait donc de soumettre en temps utile au Parlement un projet mettant fin à ce régime provisoire.

Le projet que j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations est l'œuvre du Conseil de Législation. Il est précédé d'un rapport (voir Annexe), qui en constitue l'exposé des motifs.

Le Ministre de la Justice,

FULG. MASSON.

ANNEXE

RAPPORT

La loi du 25 octobre 1919, prorogée le 30 juillet 1921, a modifié temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux; elle cessera de sortir ses effets le 1^{er} octobre 1923.

Lors de la discussion du Budget de la Justice, de nombreux membres des deux Chambres ont exprimé le désir de voir mettre fin à ce régime temporaire. Tel est l'objet du présent projet, qui essaie de faire fruit de l'expérience tentée.

Le principe fondamental de ce projet est le retour à la loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869.

Si, cependant, il fallait en revenir fidèlement, le 1^{er} octobre 1923, à l'organisation judiciaire ancienne, il est manifeste que le personnel des cours et tribunaux devrait être augmenté dans des proportions considérables : Les modifications apportées pour quatre ans à la composition des juridictions auront, sans doute, permis d'épuiser l'arriéré des affaires provenant de la guerre, mais le nombre et l'importance des causes nouvelles s'accroissent; le personnel ancien, dont les cadres sont restés ceux d'avant-guerre, ne pourrait, dans l'état actuel de son organisation, suffire à la tâche de les juger.

Or, est-il besoin de le dire, le nombre des magistrats ne saurait être augmenté. D'une part, les difficultés de recrutement, qui se font déjà sentir profondément, se multiplieraient, et la magistrature courrait le risque de cesser d'être un corps d'élite,

D'autre part, vu l'état du Trésor public, le Conseil s'est appliqué à présenter un projet ne nécessitant pas l'augmentation des crédits affectés aux traitements des magistrats; si ces crédits pouvaient être augmentés, il y aurait lieu de songer à majorer les traitements des magistrats avant d'augmenter leur nombre; à supposer même qu'il ne faille pas, dès maintenant, songer à diminuer leur nombre pour majorer leurs traitements.

C'est donc une impérieuse nécessité qui commande les modifications que le projet propose d'apporter aux lois d'organisation judiciaire et de procédure; il y a lieu d'espérer que, grâce à ces modifications, les effectifs de la magistrature pourront sans doute être réduits.

Ces modifications consistent :

1° A étendre la compétence du juge de paix tant en matière civile qu'en matière pénale;

- 2° A introduire une procédure plus simple devant les tribunaux de police;
- 3° A confier à un juge statuant seul certains litiges soumis aux tribunaux de première instance et de commerce;
- 4° A réduire le nombre des conseillers composant chacune des chambres des Cours d'appel.

1. — L'extension de la compétence des juges de paix ne doit pas être poussée trop loin.

En matière répressive, il est avéré que les magistrats cantonaux font preuve, en général, d'une très grande indulgence : les délits qui leur sont déférés par application de la loi du 4 octobre 1867, ne sont frappés, le plus souvent, que des peines d'amende, et il n'en pourrait être autrement, car le rôle du juge de paix est avant tout celui d'un conciliateur.

En matière civile, il est évidemment tentant de soumettre à la procédure simple, rapide et peu coûteuse des justices de paix le plus grand nombre possible de conflits; le magistrat cantonal offre en outre le grand avantage d'être à proximité du justiciable; mais ces avantages n'existent, du moins dans la partie rurale du pays, que pour autant que les causes soumises au juge soient simples et que le justiciable puisse défendre seul ses intérêts; ces avantages se transformeraient en un péril grave si le juge de paix du canton rural devait connaître d'affaires importantes où s'imposeraient toujours l'assistance d'un conseil; on verrait s'installer dans les chefs-lieux de canton des agents d'affaires, qu'aucune discipline ne lie, ou même des avocats qui, éloignés de leur conseil de discipline, risqueraient peut-être d'oublier les traditions de leur ordre. Ne verrait-on pas se multiplier des procès que les plaideurs, mieux conseillés, n'eussent jamais entamés?

Il semble donc sage de se borner à mettre le taux de la compétence des juges de paix en rapport avec la valeur actuelle du signe monétaire et à retoucher, en vue d'éviter certains conflits de juridiction, l'énumération des causes déférées, par leur nature, aux juges de paix.

2. — Devant les tribunaux de police sont jugées contradictoirement, avec un luxe de formalités complètement superflu, quantités de contraventions entraînant de minimes amendes, que les contrevenants auraient consenti à payer, sans formalité aucune, dès le jour où procès-verbal leur a été dressé.

Le projet organise à cet égard une procédure nouvelle, qui évitera des déplacements aux contrevenants, diminuera les écritures des parquets et des greffes et désencombrera les audiences des juges de police.

3. — Après l'expérience qui en a été faite, l'institution du juge unique reste discutée. Aussi le projet propose-t-il de n'y recourir qu'à titre exceptionnel. Il ne s'écarte pas à cet égard des tendances de la loi d'organisation judiciaire; le juge des référés ne siège-t-il pas seul? Un juge ne tient-il pas seul les enquêtes? Le juge des enfants ne statue-t-il pas seul? Pourquoi un juge ne statuerait-il pas seul en matière répressive, lorsque la décision à prendre n'offre

aucune difficulté et n'affecte pas un caractère définitif, et, en matière civile, lorsque les parties sont d'accord pour lui soumettre leur litige?

L'introduction du juge unique, dans les conditions prévues par le projet, ne peut être que favorablement accueillie par ceux qui, s'en défiant encore, demandent la prolongation de l'expérience. Le projet ne fait, en somme, que la prolonger puisque, en matière civile, le juge unique ne sera pas saisi sans l'accord des parties et qu'en matière répressive elles sont admises à indiquer leur préférence.

L'avenir dira si le juge unique a ou non conquis la faveur des justiciables.

4. — La réduction à trois du nombre des conseillers siégeant à chaque chambre des Cours d'appel n'a pas été critiquée. Introduite par les lois des 4 septembre 1891, 12 avril 1894 et 17 mai 1910, pour les affaires correctionnelles, électorales et de milice, étendue par la loi du 25 octobre 1919 à toutes les affaires soumises aux Cours d'appel, cette réforme a donné d'heureux résultats. Le projet la consacre définitivement et applique un principe analogue à la Cour de cassation.

TITRE PREMIER

DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE.

CHAPITRE PREMIER.

Modifications à la loi du 18 juin 1869.

ARTICLE PREMIER. — L'extension de la compétence des juges de paix rendra peut-être nécessaire dans quelques grands cantons une légère augmentation du personnel judiciaire. Il est impossible d'en prévoir la proportion; d'autre part, s'il fallait, lorsque la loi projetée sera entrée en vigueur, provoquer, par des lois successives, la création de nouveaux cantons de justice de paix à mesure que la nécessité s'en fait sentir, il se produirait des retards hautement préjudiciables. Le projet confie au Roi le pouvoir de nommer des juges de paix adjoints; la création d'une place d'adjoint ne pourrait avoir lieu que sur l'avis conforme des deux hauts magistrats désignés à l'article premier. Ce système aurait le grand avantage de donner rapidement de l'assistance au juge de paix qui serait encombré, de ne pas modifier la subdivision des cantons et de permettre la suppression de ces charges si leur nécessité cessait de s'imposer.

Il va de soi que les juges de paix adjoints seront inamovibles conformément à l'article 100 de la Constitution.

ART. 2. — Pour les raisons qui seront développées sous l'article 3, le projet confie au président du tribunal de première instance le soin de régler le nombre et la durée des audiences des juges de paix. Ce haut magistrat se rendra compte des nécessités de la justice dans chaque canton : il pourra prescrire la tenue d'audiences de conciliation ; il pourra exiger que certaines audiences soient tenues l'après-midi pour permettre aux avocats du chef-lieu d'arrondissement d'y assister.

ART. 3. — Actuellement, c'est la loi qui fixe le nombre des chambres de chaque tribunal et le nombre des magistrats attachés à chaque chambre. Les attributions de chaque chambre, le nombre et la durée de leurs audiences sont fixés par arrêté royal.

Le projet confie au premier président de la Cour d'appel le soin de répartir, suivant les besoins toujours changeants du service, les magistrats composant, d'après la loi, chacun des tribunaux du ressort. Se guidant d'après les statistiques qu'il se fera régulièrement remettre, il transformera, par exemple, une chambre civile en chambre correctionnelle, ou réciproquement ; il créera une ou plusieurs chambres ne comprenant qu'un juge ; il composera une chambre de quatre ou cinq magistrats en imposant à cette chambre de tenir six audiences par semaine ; il exigera, si la nécessité s'en fait sentir, des audiences de relevée ; en un mot, par des mesures judicieusement choisies et toujours appropriées aux circonstances, il tentera d'obtenir de chaque tribunal un maximum de rendement. Le projet prémunit les justiciables contre une composition arbitraire du siège en exigeant que les ordonnances du premier président soient motivées lorsqu'il modifie les mesures qu'il a prises annuellement en même temps qu'est dressée, conformément à l'article 193, la liste pour régler l'ordre de service.

ART. 4. — C'est en application du même principe que le projet charge le premier président de la Cour d'appel de désigner des juges d'instruction supplémentaires.

ART. 5. — a) Que les chambres comprennent trois ou un juge, elles statuent avec l'assistance du ministère public auquel ne sont cependant communiquées que les causes prévues par l'article 83 du Code de procédure civile.

C'est le retour à la loi d'organisation judiciaire et du Code de procédure civile. Le conseil estime indispensable l'assistance du ministère public à toutes les audiences civiles, sans toutefois qu'il soit nécessaire qu'il prenne communication de toutes les causes. Si la loi temporaire a prescrit l'avis du ministère public dans toutes les affaires déferées à un juge statuant seul, ce contrôle constant qui absorbe l'activité complète d'un magistrat du parquet ne s'impose plus aujourd'hui ; il pourrait d'ailleurs amener entre le juge et le substitut, tous deux fort occupés, un délibéré sur les affaires qui viennent d'être plaidées devant eux, ce qui doit être évité. D'autre part, la loi temporaire a exclu le ministère public des chambres de trois juges. Or, celles-ci statuent sur des litiges intéressant l'ordre public ; dans le système du projet, elles constituent la juridiction normale : le ministère public doit y être représenté.

b) L'expérience a démontré que les demandes de procédure gratuite pouvaient, sans inconvénient, continuer à être déférées à un juge statuant seul. Cette partie de l'article 28 est appelée à disparaître si les Chambres votent le projet de loi sur l'assistance judiciaire.

c) Les affaires civiles seront jugées par trois juges, à moins que les parties ne soient d'accord pour les soumettre à un juge statuant seul.

d) Toutefois, nonobstant l'accord des parties, les appels des jugements des justices de paix seront jugés par une chambre comprenant trois juges; il est, en effet, apparu que la décision des juges d'appel s'impose davantage quand elle émane d'un collège de trois magistrats; l'expérience faite en matière de loyers l'a démontré.

e) Le projet en disant « sont distribués » a pour but d'éviter que la contestation sur la distribution devienne un déclinateur de compétence. Les difficultés sur la distribution seront réglées par le président, conformément au décret du 30 mars 1808.

f) En matière répressive, ne doivent être déférées au juge statuant seul que les affaires peu compliquées; sur ce critère, tout le monde semble d'accord, et, après l'expérience faite, on est également unanime à reconnaître qu'il est impossible de mesurer le degré de complication des affaires, d'après la qualification donnée à l'infraction ou d'après les antécédents des prévenus.

Le projet propose de confier au juge de la chambre du conseil la distribution des affaires entre les chambres de trois juges et les chambres d'un juge.

Les réquisitions du ministère public tendant au renvoi de l'inculpé devant le tribunal correctionnel seront complétées par l'indication : « siégeant à trois juges » ou « siégeant à un juge ». L'inculpé et son conseil présenteront à cet égard leurs observations, et le juge qui aura examiné le dossier sera pleinement en mesure d'apprécier si la cause est suffisamment simple pour pouvoir être déférée à un juge statuant seul.

g) Les délits pour lesquels le procureur du Roi estime pouvoir donner citation directe devant le tribunal correctionnel sont constatés par de simples procès-verbaux et sont faciles à juger; c'est pourquoi la connaissance en est déférée au juge statuant seul; si la personne contre laquelle l'information est dirigée désire être jugée par une chambre de trois juges, il lui sera loisible d'en aviser le Parquet; en ce cas, pour peu que la demande soit sérieuse, le procureur du Roi ne manquera pas de saisir le juge d'instruction pour que la chambre du conseil soit appelée à apprécier si l'affaire doit être renvoyée à une chambre de trois juges.

Art. 6. — Ainsi qu'il vient d'être dit, la chambre du conseil ne comprendra qu'un juge. Il va de soi que, sauf circonstances exceptionnelles et nécessité bien justifiée, un juge d'instruction ne sera pas chargé de ce service. Sous l'empire du Code d'instruction criminelle, la juridiction d'instruction en première instance appelée chambre du conseil comprenait trois juges; mais parmi ces trois juges se trouvait le juge d'instruction, dont l'influence était d'autant plus grande que le débat contradictoire, sauf en matière de détention préventive, y était inconnu.

La loi temporaire a réalisé à cet égard un sérieux progrès ; le projet lui donne la forme définitive.

Le juge de la chambre du conseil examine le dossier, entend le rapport du juge d'instruction, entend la partie civile, le ministère public et le prévenu. Sa décision doit être prise rapidement ; elle n'inflige jamais un préjudice irréparable, puisqu'elle ne fait que régler la procédure, ou que, s'il s'agit de détention préventive, elle est susceptible d'appel.

Nulle part, autant qu'ici, ne s'indique le siège réduit à un juge.

Ce serait rétrograder aujourd'hui que de supprimer le débat contradictoire devant la juridiction d'instruction et d'en revenir à la procédure secrète. Or, le débat contradictoire ne pourrait être porté devant trois juges sans que soit augmenté le nombre des magistrats. Il faut donc choisir entre la suppression de la contradiction et la réduction du siège. Le conseil n'hésite pas à préconiser la seconde de ces solutions.

ART. 7. — Le projet reproduit l'article 11 de la loi du 25 octobre 1919 en le mettant en harmonie avec la nouvelle rédaction de l'article 16 de la loi du 18 juin 1869 et en exigeant que les juges désignés pour siéger seuls aient dix années de pratique.

ART. 8. — Beaucoup de juges de paix prolongent le délibéré outre mesure ; le projet essaie d'y obvier en permettant au procureur général d'aviser aux sanctions disciplinaires à prendre.

ART. 9 et 10. — Ces articles n'appellent aucun autre commentaire que celui des articles 3 et 7.

Le conseil a envisagé une réforme, parfois souhaitée, qui consisterait à substituer des Cours commerciales aux Cours d'appel pour statuer sur l'appel des jugements des tribunaux de commerce ; cette réforme ne doit pas être préconisée : elle exigerait la création de référendaires rémunérés près les dites Cours, ce qui accroîtrait les charges du Trésor ; elle risquerait d'imprimer à la solution des litiges commerciaux une orientation peu juridique ; elle multiplierait les conflits de compétence auxquels le droit d'évocation des Cours d'appel vient aujourd'hui remédier.

ART. 11 et 12. — L'article 11 n'appelle aucun autre commentaire que celui de l'article 3 ; il entraîne l'abrogation des articles 81 à 83 de la loi d'organisation judiciaire.

C'est intentionnellement que le projet ne reproduit pas l'article XIII de la loi du 25 octobre 1919, aux termes duquel, dans les Cours d'appel, les conseillers appelés à présider les chambres à défaut de présidents titulaires jouissent du traitement affecté aux fonctions de président. Dans les tribunaux de première instance, les juges uniques ne jouissent d'aucun supplément de traitement d'autre part, cet avantage pécuniaire peut être désiré par les magistrats les plus anciens ; il ne faut pas que cette considération influence le choix du premier

président qui doit pouvoir désigner pour la présidence les conseillers les plus aptes, spécialement lorsqu'il s'agit de composer une chambre correctionnelle flamande.

ART. 13. — Les chambres de la Cour d'appel siègent au nombre fixe de trois conseillers; leur unanimité reste exigée dans les cas prévus par l'article 140 modifié par la loi du 4 septembre 1891.

ART. 14. — Cet article reproduit l'article XI de la loi du 23 octobre 1919.

ART. 15, 16 et 17. — Le conseil a estimé préférable de ne pas toucher aux règlements organiques de la Cour de cassation. Ces règlements sont fort anciens et compliqués; ils établissent des procédures différentes devant chacune des deux chambres de la Cour, dont les attributions sont d'ailleurs réglées par la loi. Chacune de ces chambres, dans la sphère de ses attributions, donne l'interprétation de la Constitution et des lois; il importe que cette interprétation ne varie pas; on s'exposerait à ce danger en permettant l'augmentation des chambres de la Cour. Aussi le projet se borne-t-il, pour conserver l'harmonie du système qu'il adopte, à confier au premier président la mission que l'article 209 donnait au Roi, de déterminer le nombre et la durée des audiences. Le conseil a également estimé ne pas devoir réduire le nombre des conseillers attachés à chaque chambre, tout en réduisant à cinq le nombre des conseillers siégeant aux audiences. Cette réduction est indiquée puisque les arrêts déférés à la Cour n'émaneront plus que de collèges de trois magistrats; elle facilitera la composition du siège, composition dont il convient de prévoir les difficultés, si l'on songe que la Cour peut comprendre plusieurs magistrats à la veille de la limite d'âge; enfin, la diminution du quorum requis pour les audiences permettra aux conseillers de consacrer plus de temps à l'élaboration de leurs rapports; les affaires fiscales et les affaires de dommages de guerre viennent déjà grossir les chiffres des causes soumises à la Cour suprême; les affaires civiles augmenteront en mesure de la reprise économique et de l'activité plus grande des cours d'appel; un jour viendra peut-être où la cour aura à connaître des affaires coloniales; il sera loisible alors au premier président d'augmenter le nombre et la durée des audiences. La composition de la Cour de cassation de France est conçue dans cet esprit: il est attaché à chaque chambre un nombre de conseillers notablement supérieur au nombre requis pour l'audience; ce système donne un meilleur rendement tout en maintenant l'unité de la jurisprudence.

ART. 19. — Les fonctions présidentielles, notamment le service de l'audience des référés, exigent des qualités spéciales, et il est indispensable que le magistrat appelé à les remplir en remplacement du titulaire soit, comme lui, désigné aux choix. C'est en application du même principe que l'article 6 de la loi du 31 juillet 1921 a autorisé les chefs de Parquets à désigner le magistrat chargé de les remplacer.

ART. 20. — Cet article n'appelle aucun autre commentaire que celui de l'article 3.

ART. 21. — Les principes consacrés par les articles 2, 3, 4, 10, 11, 15 et 19 entraînent l'abrogation de l'article 209 de la loi d'organisation judiciaire.

ART. 22. — Cet article s'inspire de l'article XII de la loi du 25 octobre 1919.

ART. 23. — Le principe consacré par l'article 6 entraîne la suppression de la seconde partie de l'article 219 de la loi d'organisation judiciaire.

ART. 24. — Dans les procédures disciplinaires à charge de magistrats ou d'officiers ministériels, il semble absolument inutile que l'assemblée générale comprenne, lorsqu'ils sont nombreux, tous les magistrats de la Cour ou du tribunal; tous sont ainsi distraits de leur service; la remise en continuation de l'affaire est presque impossible en raison de la difficulté de composer le siège, et, dans une assemblée nombreuse, le délibéré, d'après les règles tracées aux articles 141 et suivants, conduit à des discussions stériles.

CHAPITRE II.

Modification à la loi du 12 avril 1894. (Code électoral.)

ART. 25 à 27. — Ces articles mettent la loi électorale en concordance avec le projet.

CHAPITRE III.

Modifications aux lois sur la milice coordonnées par arrêté royal du 1^{er} octobre 1913.

ART. 28. — Même commentaire que celui des articles 25 à 27.

TITRE II

DE LA PROCÉDURE DISCIPLINAIRE ET CIVILE.

CHAPITRE PREMIER.

Procédure disciplinaire.

ART. 29. — Cet article met en harmonie les divers textes qui fixent la compétence en matière disciplinaire; on se demande pourquoi les fautes professionnelles commises par un huissier ou un avoué sont jugées à huis clos par une assemblée générale, tandis qu'un notaire est justifiable de la première chambre

du tribunal et que les décisions du Conseil de l'Ordre des avocats sont revisées par une chambre de la Cour d'appel. Une modification s'impose d'autant plus que le projet réduit à trois le nombre des magistrats de chaque chambre de la Cour. Désormais, ce sera toujours l'assemblée générale composée conformément à l'article 24 du projet qui connaîtra des infractions à la discipline.

CHAPITRE II.

Procédure civile.

SECTION I^{re}. — *Modification au décret impérial du 30 mars 1808.*

ART. 30 et 31. — Il a été proposé à la Chambre des Représentants de créer à la Cour d'appel une ou plusieurs chambres ne comprenant qu'un conseiller pour connaître des appels des ordonnances de référé. Le conseil n'est pas favorable à cette innovation, pour les motifs indiqués sous l'article 5, *littéra d.* Les présidents des tribunaux de première instance ne perdraient-ils pas de leur prestige si leurs décisions étaient réformées par un seul magistrat, souvent moins anciens qu'eux?

La nouvelle organisation des Cours d'appel telle que la prévoit l'article 41 du projet permettra au premier président de toujours distribuer aux mêmes chambres les appels d'ordonnances de référés, ce qui évitera les divergences de jurisprudence justement critiquées. Les modifications apportées au décret du 30 mars 1808 lui en font un devoir et soulignent l'importance qu'il y a à soumettre aux mêmes juges les questions similaires.

SECTION II. — *Modifications au Code de procédure civile.*

ART. 32 et 33. — Ces articles organisent la distribution des affaires civiles au juge statuant seul ainsi que la procédure devant ce magistrat. L'article 33 reproduit l'article VII de la loi du 25 octobre 1919.

ART. 34. — La substitution du chiffre 4,000 au chiffre 1,000 se justifie par les considérations qui seront développées sous l'article 36.

ART. 35. — Cette disposition met la procédure de saisie-gagerie en rapport avec les modifications apportées par l'article 37 à la compétence des juges de paix. Il est logique que le magistrat appelé à statuer sur la validation de la saisie-gagerie soit également compétent pour l'autoriser. C'est le principe dont s'est déjà inspirée la loi du 5 octobre 1833 relative à l'expulsion des fermiers et des locataires.

SECTION III. — *Modification à la loi du 25 mars 1876 sur la compétence.*

Le projet ne reproduit pas la dérogation à l'article 40 de cette loi consacrée, à titre temporaire, par l'article XVIII de la loi du 25 octobre 1919.

Il est apparu, en effet, qu'il y a de grands inconvénients pour l'État à devoir

se défendre devant toutes les juridictions du pays, les avocats de l'État éprouvent les difficultés à s'y rendre et la jurisprudence manque d'uniformité. L'ensemble des dispositions du projet permet de renoncer à ce moyen d'alléger la tâche des juridictions de la capitale.

ART. 36. — Depuis la loi du 12 août 1911, les juges de paix connaissent des causes dont la valeur n'excède pas 600 francs. Le projet porte ce chiffre à 2,500 francs, qui ne paraît pas exagéré si l'on tient compte de la valeur actuelle de notre signe monétaire. Le taux du dernier ressort est porté de 100 à 400 francs par analogie avec les dispositions de la loi du 15 mai 1910 sur les conseils de prud'hommes.

Ainsi qu'il sera dit plus loin, le taux du dernier ressort devant les tribunaux de première instance et de commerce est porté de 2,500 à 10,000 francs.

Beaucoup de lois ont étendu la compétence du juge de paix. Le projet n'y déroge pas : les litiges qu'elles prévoient continuent à être déférés au juge de paix, même si la valeur est supérieure à 2,500 francs, mais le taux du dernier ressort ne sera jamais inférieur à 400 francs.

ART. 37. — Cet article énumère certains cas où compétence est spécialement attribuée au juge de paix en matière civile. La loi du 25 mars 1876 a étendu cette compétence à quelque valeur que la demande puisse s'élever; mais aux termes de l'article 7, le juge de paix doit se déclarer incompétent en cas de contestation sur le titre. On sait combien, à la faveur de cette restriction, sont nées de controverses et ont été élevées d'exceptions d'incompétence. Le projet espère les éviter en maintenant compétence au juge de paix, même lorsque le titre est contesté, mais en ne lui attribuant juridiction que pour les litiges n'excédant pas 10,000 francs.

Si les numéros 3, 4, 6 et 7 de l'article 37 n'apportent que des modifications de détail à l'article 3 de la loi du 12 août 1911, les numéros 1, 2 et 5 nécessitent un bref commentaire.

N° 1. — L'article 3 de la loi de 1876, dans ses numéros 1, 2, 3 et 4, attribue aux juges de paix certaines contestations relatives au contrat de bail; encore quelques-unes de ces contestations leur échappent-elles si le prix annuel de la location excède 600 francs, le projet a adopté un système plus simple : tous les litiges n'excédant pas 10,000 francs et relatifs aux baux sont, sans autre distinction, attribués aux juges de paix, qui, ainsi qu'il a été dit sous l'article 35, autorisent les saisies-gageries pour les sommes ne dépassant pas 10,000 francs.

N° 2. — Le projet étend les principes déposés dans les nos 9, 10 et 11 de l'article 3 de la loi du 25 mars 1876.

N° 3. — La suppression du mot « momentané » évitera de nombreux déclinaisons de compétence : La limite de 10,000 francs établie par le premier paragraphe de l'article empêchera le juge de paix d'être saisi des procès trop importants que le législateur de 1876 n'avait pas désiré lui confier.

ART. 38. — Cet article vise les cas, dans lesquels, à l'inverse de ce que prévoit l'article précédent, compétence est reconnue au juge de paix, alors même que la cause est commerciale dans le chef du défendeur.

Le n° 1 reproduit le n° 13 inséré à l'article 3 de la loi du 25 mars 1876 par la loi du 21 décembre 1896.

Le n° 2 s'inspire de la loi du 15 mai 1910 et prévoit que dans les localités où les conseils de prud'hommes ne sont pas organisés les juges de paix en exercent les fonctions; il va de soi que, dans ce cas, la juridiction d'appel sera le tribunal de première instance.

Il a paru inutile de viser à l'article 37 les autres contestations relatives au louage d'ouvrage, civiles dans le chef du défendeur : ces litiges excéderont rarement 2,500 francs et seront donc déferés au juge de paix en vertu de l'article 36.

ART. 39. — Cet article met les textes en concordance.

ART. 40. — L'abrogation de l'article 7 de la loi du 25 mars 1876 a été justifiée sous l'article 37.

ART. 41. — L'élévation au taux du dernier ressort a été justifiée sous l'article 37.

ART. 42. — Le projet applique à la matière prévue par le second alinéa de l'article 42 les règles tracées par la loi du 20 avril 1920 sur les assurances et passées dans l'article 43^{bis} de la loi de compétence.

SECTION IV. — *Modifications à la loi du 30 juillet 1889.*

ART. 43 et 44. — Ces articles se bornent à reproduire l'article XVI de la loi du 25 octobre 1919.

TITRE III

DE LA PROCÉDURE PÉNALE.

CHAPITRE PREMIER.

Modifications au Code d'instruction criminelle.

SECTION I^{re}. — *Du rapport des juges d'Instruction quand la procédure est complète.*

ART. 43. — La modification proposée à l'article 129 du Code d'instruction criminelle découle de l'article 49 du projet, qui donne compétence au juge de police pour connaître de certains délits.

ART. 46. — Cet article reproduit avec quelques légères modifications — consacrées déjà par la jurisprudence — le texte de l'article XV de la loi du 25 octobre 1919.

Pour les ordonnances de non-lieu, quand il n'y a pas partie civile, et pour les ordonnances de renvoi en police, l'audition de l'inculpé semble inutile et la procédure reste écrite.

La renonciation de l'inculpé aux délais prévus combinée avec sa comparution volontaire devant le tribunal correctionnel, autorisée par l'article 15 de la loi du 1^{er} juin 1849, permet l'expédition extrêmement rapide des affaires de flagrant délit.

SECTION II. — Procédure sommaire devant les tribunaux de police.

ART. 47. — La procédure sommaire instituée par le projet a déjà été l'objet de débats parlementaires et d'articles de revues : on l'a appelée la « condamnation par correspondance (1) ».

Elle a pour avantage de dispenser les contrevenants de comparaître en justice, de réduire les frais et d'épargner du temps aux magistrats.

En usage dans d'autres pays, comme la Hollande, la Suisse, l'Allemagne et l'Italie, elle a encouru diverses critiques que le projet s'est efforcé d'éviter : les attributions respectives du juge de paix et de l'officier du ministère public ne sont en rien modifiées; la procédure ne s'applique qu'à des infractions peu graves dont le jugement n'exige pas la comparution personnelle du contrevenant; la décision est, conformément à la Constitution, prononcée en audience publique; les droits du parquet d'appel demeurent intacts. Ainsi instituée, la procédure sommaire paraît appelée à rendre de grands services : elle relèvera le prestige du juge de police; à ses audiences ne seront plus appelées en débats contradictoires que les affaires où ce débat s'impose; les longues audiences de contraventions aux règlements sur la prostitution, sur les voitures de place, etc., seront supprimées.

Art. 166 à 168. — Ces articles règlent la procédure de jugement; la comparution volontaire du prévenu ramène la cause dans la procédure ordinaire.

Art. 169. — Cet article prévoit la notification de la décision par lettre recommandée. Ce mode de notification existe déjà, notamment en matière de « Pro Deo » et de détention préventive.

Art. 170. — Les décisions rendues conformément à l'article 168 ne sont pas susceptibles d'appel par le prévenu; elles sont attaquées par la voie de l'opposition, qui ramène la cause et la soumet à la procédure ordinaire.

(1) *Ann. parlem.*, Chambre des Représentants : 1889-1890, pp. 1209 et 1247; 1894-1895, pp. 454 et 513; 1897-1898, pp. 710, 712 et 734; 1898-1899, pp. 1492 à 1743; 1899-1900, p. 806; 1900-1901, pp. 1552 et 1557; 1909-1910, p. 1017; 1910-1911, p. 574; 1911-1912, pp. 1246, 1315 et 1346. — *Doc. parlem.*, Chambre des Représentants : 1900-1901, p. 248; 1907-1908, p. 106. — *Journal des Juges de paix* : 1898, p. 88; 1908, p. 229. — *Journal des Tribunaux* : 7 avril 1904, col. 483.

SECTION III. — *Des Tribunaux en matière correctionnelle.*

ART. 48. — L'article 192 du Code d'instruction criminelle doit, comme l'article 129 du même Code, être mis en concordance avec l'article 49 du projet.

Le projet propose en outre d'en supprimer le second alinéa, qui a prêté à discussion, et consacre un principe assez peu rationnel : en matière répressive, le prévenu ne doit jamais être privé de la juridiction du second degré.

CHAPITRE II.

Modification à la loi du 1^{er} mai 1849.

ART. 49. — Le projet consacre ici l'extension de compétence du juge de police.

Art. 1^{er}. — Cet article pose le principe de la compétence du juge de police.

Art. 1^{bis}. — Le projet attribue compétence au juge de police pour une série d'infractions peu graves : le principe admis par la loi du 1^{er} mai 1849 reçoit ainsi une application plus ample.

Art. 2. — Cet article applique au juge de police les règles tracées par le Code d'instruction criminelle pour la compétence des tribunaux correctionnels *ratione loci*, ou *ratione personae*.

Art. 2^{bis}. — Le projet apporte une modification sensible aux principes de la loi du 1^{er} mai 1849. Cette loi, en déférant certains délits à la connaissance des juges de police, fixait un maximum aux peines qu'ils pourraient appliquer et réduisait de plein droit à ce maximum les peines plus élevées.

Cette défiance à l'égard des juges de police ne se justifie pas. Le projet leur attribue compétence pour appliquer les peines correctionnelles, quelles qu'elles soient, aux infractions qui leur sont spécialement, mais limitativement déferées.

TITRE IV

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Le projet s'occupe dans le titre IV d'organiser la mise en vigueur progressive de la loi et d'éviter ainsi que les modifications qu'elle apporte aux règles de la procédure et de l'organisation judiciaire fassent subir une interruption au cours de la justice. Si quelques-uns de ces articles peuvent être rendus immédiatement obligatoires, les modifications à l'organisation judiciaire ne sont destinées à prendre cours que le jour où expirera la loi temporaire du 25 octobre 1919,

c'est-à-dire le 1^{er} octobre 1923. Si cependant les dispositions changeant le taux du ressort et de la compétence n'étaient obligatoires qu'à cette même date, il se ferait que pendant les vacances judiciaires de 1923, les parties donneraient assignation devant les tribunaux de première instance dans des causes qu'ils jugeront après le 1^{er} octobre 1923, alors qu'ils ne devraient plus en être saisis. Ce préambule explique les trois dates sur lesquelles le projet échelonne l'entrée en vigueur de la loi.

ART. 50. — Il n'existe aucun obstacle à ce que soient obligatoires dans le délai normal les articles permettant la nomination de juges de paix adjoints, renforçant le contrôle des procureurs généraux sur les causes arriérées, autorisant le remplacement des présidents des tribunaux, organisant une nouvelle procédure disciplinaire, prévoyant une distribution plus judicieuse des causes, et précisant la portée de certaines dispositions de la loi temporaire reprises par le projet.

ART. 51. — Pour le motif ci-dessus indiqué, les articles établissant des modifications à la compétence civile et répressive et au ressort doivent être obligatoires dès le 1^{er} août 1923. Il convient de ne pas choisir une date plus rapprochée de celle de la publication de la loi; de cette façon, les tribunaux achèveront sans heurts, pendant l'année judiciaire 1922-1923, les affaires portées devant eux et des instructions détaillées pourront être élaborées en vue d'assurer l'exécution par les parquets des dispositions nouvelles sur la procédure sommaire et l'extension de compétence des juges de police.

ART. 52. — Le projet devait régler le sort des affaires tant civiles que répressives, non jugées le 1^{er} août 1923 et tombant sous l'application du régime nouveau. Il le fait, en ce qui concerne le ressort, à l'inverse de ce qu'en avait décidé l'article 56 de la loi du 25 mars 1876. Dans la généralité des affaires, le ressort est fixé par l'évaluation qu'en ont faite les parties *in limine litis* : il est peu équitable de priver de l'appel le plaideur qui, par son évaluation, était persuadé que son action bénéficierait du double degré de juridiction.

Quant aux affaires répressives, l'extension au droit d'appel consacrée par l'article 47 doit au contraire être appliquée aux causes portées devant les tribunaux correctionnels avant le 1^{er} août 1914.

Il n'est pas inutile de faire remarquer que les mesures transitoires prévues par l'article 52 ne concernent pas la distribution des causes au sein des tribunaux de première instance et de commerce. L'attribution des causes aux Chambres de trois juges ou au juge statuant seul n'est pas du domaine de la compétence. Les mesures transitoires qu'elle nécessite sont réglées par les articles suivants.

ART. 53. — Les modifications à l'organisation judiciaire commenceront quand la loi temporaire cessera de produire ses effets, mais il faut qu'avant le 1^{er} octobre 1923 les règlements nouveaux des cours et tribunaux aient été arrêtés, que les services aient été répartis; il faut que les causes appelées à être jugées dès le 1^{er} octobre 1923 puissent être anticipativement distribuées; il faut

enfin que les juridictions d'instruction requises de prononcer sur le renvoi de l'inculpé devant le tribunal correctionnel dans des affaires qui ne seront jugées qu'après le 30 septembre 1923 puisse ordonner le renvoi devant un ou trois juges. La chambre du conseil fonctionnant actuellement comme elle fonctionnera sous l'empire du projet, l'exécution de cette disposition transitoire ne souffrira aucune difficulté ; il appartiendra aux Parquets d'apprécier dans chaque cas si la cause pourra ou non être jugée avant l'expiration des vacances judiciaires et de prendre des réquisitions en conséquence.

Art. 54. — Cet article règle le sort des procédures répressives complètes et non jugées le 1^{er} octobre 1923. Jusqu'au 30 septembre 1923, les affaires correctionnelles seront réparties entre les chambres de trois juges ou d'un juge, suivant les bases établies par l'article 8 de la loi temporaire. Ces bases étant, le 1^{er} octobre 1923, remplacées par d'autres, il fallait envisager par quelles chambres seront jugées les affaires déjà fixées et celles dans lesquelles l'ordonnance de renvoi n'aura pas statué sur la distribution. Dans les dispositions proposées, le projet s'est inspiré de ce principe, déjà plusieurs fois affirmé, que la chambre de trois juges est la règle, la chambre d'un juge l'exception.

Les citations directes du procureur du Roi, si elles ont déjà été introduites devant une chambre de trois juges, y seront maintenues. Quant aux autres procédures (citations directes des parties civiles et affaires renvoyées par ordonnance), elles seront distribuées par le président à une chambre de trois juges, à moins qu'elles ne le soient déjà, ou à moins que le parquet, en vertu du droit qu'il puise dans l'article précédent, n'ait, avant le 1^{er} octobre 1923, fait distribuer la cause par l'ordonnance de renvoi à un juge statuant seul.

(1)

(N^o 79)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 JANUARI 1923.

Wetsontwerp betreffende de herziening van de rechterlijke inrichting
en van de rechtspleging.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De wet van 25 October 1919, verlengd den 30^e Juli 1921, waarbij de rechterlijke inrichting en de rechtspleging voor de hoven en rechtbanken tijdelijk wordt gewijzigd, zal niet meer van kracht zijn op 1 October 1923.

Te gelegener tijd diende dus aan het Parlement een ontwerp voorgelegd, waarbij aan dit tijdelijk regiem een einde wordt gesteld.

Het ontwerp dat ik de eer heb u ter behandeling voor te leggen is het werk van den raad voor wetgeving. Het is voorafgegaan door een verslag (zie bijlage) dat als memorie van toelichting geldt.

De Minister van Justitie,

FULG. MASSON.

BIJLAGE

VERSLAG

De wet van 25 October 1919, verlengd bij de wet van 30 Juli 1921, heeft de rechterlijke inrichting en de rechtspleging voor de hoven en rechtbanken tijdelijk gewijzigd; de termijn gedurende welken zij van kracht is eindigt op 1 October 1923.

Bij de behandeling van de Begrooting van Justitie hebben talrijke leden van beide Kamers den wensch uitgedrukt dat aan dit tijdelijk regiem een einde zou worden gesteld. Dit is het doel van dit ontwerp, waarin getracht wordt de bij deze proefneming opgedane ervaring te benuttigen.

De terugkeer tot de wet op de rechterlijke inrichting van 18 Juni 1869 is het grondbeginsel van dit ontwerp.

Moest echter op 1 October 1923 de vroegere rechterlijke inrichting zonder eenige wijziging weer terug worden ingevoerd, dan zou het personeel der hoven en rechtbanken blijkbaar in aanzienlijke mate moeten vermeerderd worden. De voor eenen termijn van vier jaar aan de samenstelling der rechtbanken toegebrachte wijzigingen zullen het ongetwijfeld mogelijk gemaakt hebben den door den oorlog ontstanen achterstal op te ruimen, maar de nieuwe zaken groeien steeds in aantal en belangrijkheid. Zooals het thans is ingericht, zou het oude personeel, waarvan de kaders dezelfde gebleven zijn als voor den oorlog, onmogelijk de zware taak van het berechten dezer zaken kunnen vervullen.

Is het wel noodig te zeggen dat het aantal magistraten niet kan vermeerderd worden? Eenerzijds zouden de moeilijkheden in het aanwerven, die zich reeds zoo sterk doen gevoelen, nog grooter worden en zou het gevaar dreigen dat de magistratuur niet langer het keurkorps zou zijn dat zij steeds is geweest.

Anderzijds heeft de raad, in verband met 's Rijks financiële toestand, er zich op toegelegd een ontwerp voor te leggen, waarbij geene verhooging van de voor de wedde der magistraten voorziene kredieten noodig was.

Konden deze kredieten worden verhoogd, dan zou eer aan eene verhooging der wedde van de magistraten, dan aan eene vermeerdering van hun aantal

moeten gedacht worden; zelfs in de veronderstelling dat men er reeds van nu af aan niet aan zou denken hun aantal te verminderen om hunne wedde te kunnen verhoogen.

De voorgestelde wijzigingen aan de wetten op de rechterlijke inrichting en de rechtspleging worden dus door eene dringende noodzakelijkheid opgelegd. Men mag hopen dat, dank zij deze wijzigingen, het aantal magistraten waarschijnlijk zal kunnen verminderd worden.

Deze wijzigingen zijn de volgende :

1^o Zoowel in burgerlijke zaken als in handelszaken wordt de bevoegdheid van den vrederechter uitgebreid;

2^o Vóór de rechtbanken van politie wordt eene meer eenvoudige rechtspleging ingevoerd;

3^o Zekere geschillen welke bij de rechtbanken van eersten aanleg en de rechtbanken van koophandel worden aangebracht, worden door een alleensprekenden rechter behandeld;

4^o Het aantal raadsheeren waaruit elke kamer van de hoven van beroep bestaat wordt verminderd.

1. — De uitbreiding van de rechtsmacht der vrederechters mag niet te ver gedreven worden.

Het is een feit dat in strafzaken de kantonrechters zich in het algemeen zeer inschikkelijk toonen. De wanbedrijven, waarvan hen bij toepassing der wet van 4 October 1867 kennisneming is opgedragen, worden meestal slechts gestraft met boetstraffen, en dit zou ook niet anders mogen zijn, daar de vrederechter in de eerste plaats de rol van een bemiddelaar moet vervullen.

Het is zonder twijfel verleidend in burgerlijke zaken de eenvoudige, snelle en weinig kostelijke rechtspleging der vredegerechten toe te passen op het grootst mogelijk aantal geschillen. Bovendien is er nog dit groot voordeel dat de kantonrechter in de nabijheid van den rechtszoekende verblijft. Maar deze voordeelen, althans op het platteland, bestaan slechts voor zoover dat de aan den rechter voorgelegde zaken eenvoudig zijn en dat de onderhoorige zijne belangen alleen kan verdedigen; deze voordeelen zouden echter een ernstig gevaar worden indien de vrederechter van het plattelandskanton zou moeten kennis nemen van belangrijke zaken waarin bijstand door een raadsman steeds zou vereischt zijn. In de hoofdplaatsen van het kanton zouden zich zaakwaarnemers komen vestigen die door geen tucht zijn gebonden of zelfs advokaten, die ver van hun tuchtraad, misschien zouden gevaar loopen de tradities hunner orde uit het oog te verliezen.

Zou men niet getuige zijn van eene vermenigvuldiging van processen, welke de pleiters, indien hun betere raadgevingen waren verstrekt, nooit zouden aangegaan hebben.

Het lijkt dus voorzichtig er zich enkel bij te bepalen het bedrag, tot hetwelk de bevoegdheid van den vrederechter strekt, in overeenstemming te brengen met

de tegenwoordige valuta en, ten einde sommige conflicten van rechtsmacht te vermijden, de lijst te herzien van de zaken welke kennisneming uitteraard aan den vrederechter is opgedragen.

2. — Voor de politierechtbanken worden met een overvloed van geheel overbodige formaliteiten tal van zaken op tegenspraak gevonnist, die met boetstraffen worden gestraft, welke de overtreders, van het oogenblik dat proces verbaal te hunnen laste werd opgemaakt, bereid zouden zijn zonder eenige formaliteit te betalen.

Te dien aanzien stelt het ontwerp eene nieuwe rechtspleging in, waarbij de overtreders niet meer gehouden zijn zich te verplaatsen, het schrijfwerk van de parketten en de griffies wordt verminderd en de terechtzittingen van de politierechters worden ontlast.

3. — De instelling van den alleensprekenden rechter blijft, na de gedane proefneming, nog eene betwiste zaak. Het ontwerp stelt dan ook voor slechts bij uitzondering daartoe zijn toevlucht te nemen. Het wijkt in dezen niet af van de strekking der wet op de rechterlijke inrichting. Zetelt de rechter in kortgedingen niet alleen? Doet de rechter niet het onderzoek alleen? Neemt de kinderrechter geene beslissing alleen? Waarom zou een rechter niet zonder bijstand in strafzaken rechtspreken, wanneer de te nemen beslissing geene moeilijkheid oplevert en niet als definitief geldt, en ook in burgerlijke zaken, wanneer partijen het eens zijn om hem hun geschil voor te leggen?

Het invoeren van den alleensprekenden rechter in de door het ontwerp voorziene voorwaarden kan niet anders dan gunstig worden onthaald door degenen die dit stelsel nog wantrouwen en vragen dat de proefneming nog zou worden verlengd. Dit wordt eigenlijk door het ontwerp gedaan, vermits in burgerlijke zaken de zaak niet bij den alleensprekenden rechter aanhangig zal gemaakt worden zonder dat partijen het eens zijn en daar, in strafzaken, het aan partijen toegelaten is haar voorkeur uit te spreken.

De tijd zal uitwijzen of de alleensprekende rechter al dan niet de gunst van de rechtvragenden heeft verworven.

4. — De vermindering op drie van het aantal der in iedere kamer der hoven van beroep zetelende raadsheeren heeft geene aanleiding gegeven tot kritiek. Deze hervorming, die door de wetten van 4 September 1891, 12 April 1894 en 17 Mei 1910 voor de boetstraffelijke, de kies- en militiezaken werd ingevoerd en door de wet van 25 October 1919 tot alle bij de hoven van beroep ingediende zaken werd uitgebreid, heeft goede uitslagen opgeleverd. Zij wordt definitief gehuldigd door het ontwerp, dat op het hof van cassatie een dergelijk beginsel toepast.

EERSTE TITEL

RECHTERLIJKE INRICHTING.

EERSTE HOOFDSTUK.**Wijzigingen aan de wet van 18 Juni 1869.**

EERSTE ARTIKEL. — Door de uitbreiding van de bevoegdheid der vrederechters zal wellicht in sommige groote kantons het rechterlijk personeel eenigszins moeten vermeerderd worden. Het is niet mogelijk te voorzien in welke mate; moest men, ten anderen, wanneer de voorgestelde wet van kracht zal geworden zijn, door opeenvolgende wetten het oprichten van nieuwe vredegerechtskantons uitlokken naarmate de noodzakelijkheid zich doet gevoelen, zouden er zeer nadeelige vertragingen ontstaan.

Het ontwerp verleent aan den Koning de bevoegdheid adjunct-vrederechters te benoemen; het oprichten van eene plaats van adjunct kan slechts geschieden op eensluitend advies van de in het eerste artikel vermelde hooge magistraten. Dit stelsel heeft het groote voordeel dat de vrederechter die overladen is, spoedig kan worden bijgestaan, dat de onderafdeeling der kantons niet wordt gewijzigd en dat die ambten kunnen afgeschafte worden, wanneer het blijkt dat zij niet meer noodzakelijk zijn.

Het spreekt van zelf dat de adjunct-vrederechters overeenkomstig artikel 100 der Grondwet onafzetbaar zijn.

ART. 2. — Om de in artikel 3 uiteen te zetten redenen wordt door het ontwerp de regeling van het aantal en den duur der terechtzittingen van de vrederechters opgedragen aan den voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg. Deze hooge magistraat zal zich rekenschap geven van de eischen van het gerecht in ieder kanton: hij zal mogen voorschrijven dat terechtzittingen ter verzoening gehouden worden; hij zal kunnen eischen dat sommige terechtzittingen des namiddags worden gehouden, opdat de advokaten uit de arrondissementshoofdplaats daarop kunnen aanwezig zijn.

ART. 3. — Thans is het de wet, die het aantal kamers in elke rechtbank en het aantal rechters die aan elke kamer zijn verbonden, vaststelt. De bevoegdheid van elke kamer alsmede het aantal en de duur harer terechtzittingen worden bij koninklijk besluit bepaald.

Het ontwerp geeft aan den voorzitter van het hof van beroep de opdracht de rechters, die volgens de wet iedere rechtbank van het ressort samenstellen, te verdeelen volgens de steeds veranderlijke eischen van den dienst. Aan de hand van de statistieken welke hij zich geregeld laat toezenden, verandert hij bijvoor-

beeld eene burgerlijke in eene boetstraffelijke kamer of andersom; richt hij eene of meer kamers op met één enkelen rechter; stelt hij eene kamer samen met vier of vijf rechters en legt haar de verplichting op zes terechtzittingen per week te houden; eischt hij zoo noodig dat namiddagzittingen worden gehouden; kortom door wijze, en steeds bij de omstandigheden aangepaste maatregelen tracht hij van elke rechtbank te bekomen dat zij een maximum arbeid presteert. Doordat het eischt dat de bevelschriften van den eerste-voorzitter met redenen omkleed wezen, wanneer hij de maatregelen wijzigt die hij ieder jaar heeft genomen terzelfdertijd als, overeenkomstig artikel 193, de lijst der dienstregeling werd opgemaakt, vrijwaart het ontwerp de rechtzoekenden tegen eene willekeurige samenstelling van den zetel.

Art. 4. — Het is bij toepassing van hetzelfde beginsel dat het ontwerp den eerste-voorzitter van het hof van beroep last geeft toegevoegde onderzoeksrechters aan te duiden.

Art. 5. — a) Dat de kamers uit drie of uit één rechter bestaan, zij doen uitspraak met bijstand van het openbaar ministerie, aan wie echter slechts de bij artikel 83 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering voorziene zaken worden medegeleed.

Dit beteekent de terugkeer tot de wet op de rechterlijke inrichting en tot het wetboek van burgerlijke rechtsvordering. De raad acht het noodzakelijk dat het openbaar ministerie tegenwoordig zij bij alle burgerlijke terechtzittingen, zonder dat het echter van alle zaken dient kennis te nemen.

Indien door de tijdelijke wet werd voorgeschreven dat het openbaar ministerie zijn advies moest uitbrengen in alle zaken die aan een alleensprekend rechter zijn opgedragen, dringt thans die bestendige controle, waardoor een magistraat van het parket geheel in beslag genomen wordt, zich niet meer op: daardoor dreigt tusschen den rechter en den substituut, die beiden veel te doen hebben, eene beraadslaging over de vóór hen gepleite zaken te ontstaan, hetgeen dient vermeden. Ten anderen werd door de tijdelijke wet het openbaar ministerie uit de kamers met drie rechters gesloten. Deze kamers nu, doen uitspraak in geschillen welke de openbare orde aanbelangen; volgens het stelsel van het ontwerp zijn zij de normale jurisdictie: het openbaar ministerie moet er vertegenwoordigd zijn.

b) De ervaring heeft bewezen dat de aanvragen om kosteloos te procederen voort zonder bezwaar ter kennisneming aan een alleensprekend rechter kunnen opgedragen worden. Dit gedeelte van het artikel 28 is geroepen om te verdwijnen, indien de Kamers het wetsontwerp op den gerechtelijken bijstand aannemen.

c) De burgerlijke zaken worden door drie rechters berecht, tenzij partijen het eens zijn om de zaak aan eenen alleensprekenden rechter op te dragen.

d) Niettegenstaande het akkoord der partijen, wordt echter het beroep van een vonnis van het vrederegerecht berecht door eene kamer met drie rechters; het is inderdaad gebleken dat de beschikking der rechters van appel zich meer opdringt wanneer zij uitgaat van een college van drie rechters: dit heeft de ervaring in huishuurzaken bewezen.

e) Wanneer het zegt « worden toegeedeeld », heeft het ontwerp voor doel te vermijden dat de betwisting over de verdeeling een afwijzingsmiddel worde wegens onbevoegdheid. De bezwaren in zake verdeeling worden door den voorzitter overeenkomstig het decreet van 30 Maart 1808 geregeld.

f) In strafzaken dienen alleen de weinig ingewikkelde zaken aan den alleensprekenden rechter ter kennisneming opgedragen; over dit criterium lijkt iedereen het eens en na de opgedane ervaring wordt algemeen erkend dat noch door de aan het misdrijf gegeven benaming, noch door de antecedenten van de beklagden kan worden uitgemaakt of eene zaak min of meer ingewikkeld is.

Het ontwerp stelt voor de verdeeling der zaken onder de kamers met drie rechters en de kamers met één rechter op te dragen aan den rechter van de raadkamer.

De vorderingen van het openbaar ministerie tot verwijzing van den beklagde vóór de boetstraffelijke rechtbank worden aangevuld met de aanduiding « zetelend met drie rechters » of « zetelend met één rechter ».

De beklagde en zijn raadsman maken dien aangaande hunne aanmerkingen en de rechter die het dossier heeft onderzocht zal volkomen in staat zijn te oordeelen of de zaak eenvoudig genoeg is om aan een alleensprekend rechter te worden opgedragen.

g) De wanbedrijven voor dewelke de Procureur des Konings rechtstreeks vóór de boetstraffelijke rechtbank meent te mogen dagvaarden zijn door eenvoudige processen-verbaal vastgesteld en zijn gemakkelijk te vonnissen; daarom wordt hunne kennisneming aan den alleensprekenden rechter opgedragen; indien de persoon te wiens laste het onderzoek is ingesteld wenscht gevonnist te worden door eene kamer met drie rechters, kan hij het Parket daarvan kennis geven. In dit geval en voor zoover de vraag ernstig is, zal de Procureur des Konings niet nalaten het verzoek bij den Onderzoeksrechter aanhangig te maken, opdat de raadkamer geroepen worde te oordeelen of de zaak naar eene kamer met drie rechters moet verzonden worden.

ART. 6. — Zooals hooger werd gezegd, zal de raadkamer slechts uit één rechter bestaan. Het spreekt van zelf dat behoudens buitengewone omstandigheden en goed bewezen noodzakelijkheid, een onderzoeksrechter niet met dien dienst zal worden belast. Onder het gezag van het Wetboek van strafvordering was de jurisdictie van onderzoek in eersten aanleg, welke raadkamer werd genaamd, samengesteld uit drie rechters; maar onder deze drie rechters bevond zich de onderzoeksrechter, wiens invloed des te overwegender was, dat het debat op tegenspraak, behalve in zake preventieve hechtenis, er onbekend was.

De tijdelijke wet heeft te dien aanzien een belangrijken vooruitgang verwezenlijkt; het ontwerp geeft haar een definitieven vorm.

De rechter der raadkamer onderzoekt het dossier, verneemt het verslag van den onderzoeksrechter, hoort de burgerlijke partij, het openbaar ministerie en den beklagde. Zijne beslissing moet spoedig genomen worden; zij berokkent nooit een onherstelbaar nadeel, vermits zij slechts de proceduur regelt of, wanneer het om preventieve hechtenis gaat, vatbaar is voor hooger beroep.

Nergens lijkt zoozeer als in dit geval de alleensprekende rechter aangewezen.

Men zou thans achteruitgaan, indien men het debat op tegenspraak vóór de jurisdictie van onderzoek zou afschaffen en tot de geheime proceduur zou terugkeeren. Nu, het debat op tegenspraak zou niet vóór drie rechters kunnen gebracht worden zonder dat het aantal magistraten vermeerderd werd. Men moet dus kiezen tusschen het afschaffen van de tegenspraak of de vermindering van het aantal magistraten. De raad aarzelt niet deze laatste oplossing voor te stellen.

ART. 7. — Het ontwerp neemt artikel 11 over van de wet van 25 October 1919, brengt het in overeenstemming met de nieuwe redactie van artikel 16 der wet van 18 Juni 1869 en eischt dat de magistraten die als alleensprekend rechter aangeduid worden tien jaar practijk hebben.

ART. 8. — Door vele vrederechters wordt de beraadslaging uitermate geroken. Het ontwerp tracht dit te beletten en geeft daartoe den procureur generaal de bevoegdheid om te beslissen welke tuchtstraffen dienen toegepast.

ART. 9 en 10. — Deze artikelen vergen geene andere toelichting dan die welke bij de artikelen 3 en 7 werden gegeven.

De raad heeft eene hervorming in overweging genomen waarvan de wenselijkheid soms werd uitgesproken en die zou bestaan, voor het beslissen over het hooger beroep van de door de rechtbanken van koophandel gewezen vonnissen, in de vervanging van de hoven van beroep door hoven van koophandel. Deze hervorming dient niet aanbevolen : zij zou de oprichting eischen van plaatsen van bezoldigde referendarissen bij bedoelde hoven, iets wat de schatkist nog zou bezwaren; zij zou wellicht het gevaar doen ontstaan dat de geschillen in handelszaken in eene weinig met de rechtsleer strookenden zin werden opgelost; zij zou de conflicten van bevoegdheid vermenigvuldigen, waarin thans wordt voorzien door het recht der hoven van beroep om de zaak voor eene hoogere rechtbank te brengen.

ART. 11 en 12. — De toelichting bij artikel 3 geldt ook voor artikel 11, dat de afschaffing van de artikelen 81 en 83 van de wet op de rechterlijke inrichting voor gevolg heeft.

Het is niet zonder bedoeling dat het ontwerp artikel XIII niet overneemt van de wet van 25 October 1919 naar luid waarvan in de hoven van beroep de raadsheeren die bij ontstentenis van titelvoerende voorzitters, geroepen worden om het voorzitterschap der kamers waar te nemen, de aan de functie van voorzitter toegekende wedde ontvangen. In de rechtbanken van eersten aanleg genieten de alleensprekende rechters geen enkele bijwedde : ten anderen kunnen de magistraten die de oudste in rang zijn, wenschen dit financieel voordeel te bekomen; deze beschouwing mag niet de keuze beïnvloeden van den eerstevoorzitter, die voor het voorzitterschap de meest bekwame raadsheeren moet kunnen aanduiden, inzonderheid waar het gaat om de samenstelling van eene Vlaamsche boetstraffelijke kamer.

Art. 13. — De kamers van het hof van beroep vonnissén ten vasten getale van drie raadsheeren; hunne eenparigheid blijft vereischt in de bij artikel 140, gewijzigd bij de wet van 4 September 1891, voorziene gevallen.

Art. 14. — Dit artikel neemt artikel XI over der wet van 25 October 1919.

Art. 15, 16 en 17. — De raad heeft het verkieslijk geacht niet te raken aan de reglementen tot inrichting van het hof van cassatie. Deze reglementen zijn zeer oud en ingewikkeld; zij stellen eene andere rechtspleging in voor elke der twee kamers van het hof, wier bevoegdheid trouwens door de wet wordt geregeld. In de sfeer van die bevoegdheden geeft elke dezer twee kamers de verklaring der grondwet en der wetten; deze verklaring mag niet veranderen; aan dit gevaar zou men zich nochtans blootstellen indien men eene vermeerdering van de kamers van het Hof toeliet.

Om de harmonie van het aangenomen stelsel te bewaren, beperkt zich het ontwerp er dan ook bij de door artikel 209 aan den Koning gegeven opdracht om het aantal en den duur der terechtzittingen te bepalen, aan den eerste-voorzitter toe te vertrouwen. De raad heeft ook niet gemeend het aantal van de aan iedere kamer verbonden raadsheeren te moeten verminderen, dewijl het aantal raadsheeren die ter terechtzitting zitting houden op vijf wordt teruggebracht. Deze vermindering is aangewezen, vermits de aan het hof voorgelegde arresten slechts van colleges van drie magistraten zullen uitgaan; zij zal de samenstelling van den zetel vergemakkelijken, van welke samenstelling men de moeilijkheid zal inzien, wanneer men er over nadenkt dat het hof verscheidene magistraten kan bevatten, die bijna de onderdomsgrens hebben bereikt; ten slotte zullen, door de vermindering van het voor de terechtzittingen geëischte *quorum*, de raadsheeren meer tijd hebben voor het opmaken van hunne verslagen; de belastingenzaken en de zaken betreffende oorlogsschade doen het aantal zaken welke aan het hoog gerechtshof voorgelegd worden, reeds aangroeien; naarmate de economische bloei herneemt en de hoven van beroep meer zaken behandelen, zullen ook de burgerlijke zaken toenemen; wellicht zal het hof eenmaal van de koloniale zaken kennis nemen; dan zal de eerste voorzitter het aantal en den duur der terechtzittingen kunnen vermeerderen.

De samenstelling van het Hof van cassatie in Frankrijk is in dien geest opgevat : aan iedere kamer is een aantal raadsheeren verbonden dat merkkelijk grooter is dan het voor de terechtzitting vereischte; door dit stelsel wordt eene grootere prestatie bereikt, terwijl de eenheid der rechtspraak bewaard blijft.

Art. 19. — De functie van voorzitter, inzonderheid de dienst van de terechtzittingen in kortgeding eischen bijzondere hoedanigheden en het is volstrekt noodig dat de magistraat die geroepen is ze ter vervanging van den titularis waar te nemen, evenals deze bij keuze aangeduid worde. Het is bij toepassing van hetzelfde beginsel dat artikel 6 der wet van 31 Juli 1921 de hoofden van de parketten machtiging heeft gegeven om den magistraat die hen moet vervangen aan te wijzen.

ART. 20. — De toelichting bij artikel 3 geldt ook voor dit artikel.

ART. 21. — De door de artikelen 2, 3, 4, 10, 11, 15 en 19 gehuldigde beginselen hebben de intrekking voor gevolg van artikel 209 der wet op de rechterlijke inrichting.

ART. 22. — Dit artikel richt zich naar artikel XII der wet van 25 October 1919.

ART. 23. — Het door artikel 6 gehuldigd beginsel heeft de intrekking voor gevolg van het tweede gedeelte van artikel 219 der wet op de rechterlijke inrichting.

ART. 24. — In de rechtsplegingen in tuchtzaken ten laste van magistraten of ambtenaren van het openbaar ministerie, lijkt het volkomen overbodig dat alle magistraten van het hof of van de rechtbank, wanneer zij talrijk zijn, op de algemeene vergadering aanwezig zijn; zoo worden allen van hun dienst verwijderd; uit hoofde der moeilijkheid om den zetel samen te stellen, is de voortzetting der zaak bijna onmogelijk, en in een talrijke vergadering leidt de beraadslaging volgens de in de artikelen 141 en volgende vermelde regelen, tot onvruchtbare besprekingen.

HOOFDSTUK II.

Wijziging aan de wet van 12 April 1894 (Kieswetboek).

ART. 25 tot 27. — Deze artikelen brengen de verkiezingswet in overeenstemming met het ontwerp.

HOOFDSTUK III.

Wijzigingen aan de bij koninklijk besluit van 1 October 1913 samengeordende militiewetten.

ART. 28. — Zelfde toelichting als bij de artikelen 25 tot 27.

TITEL II

RECHTSPLEGING IN TUCHTZAKEN EN IN BURGERLIJKE ZAKEN.

EERSTE HOOFDSTUK.

Rechtspleging in tuchtzaken.

ART. 29. — Dit artikel brengt met elkaar in overeenstemming de verschillende teksten waarbij de bevoegdheid in tuchtzaken wordt bepaald; men vraagt zich af waarom de beroepschuld van een deurwaarder of een pleitbezorger met gesloten

deuren door eene algemeene vergadering wordt gevonnist, terwijl een notaris rechtsplichtig is voor de eerste kamer der rechtbank en de beslissingen van den raad van de Orde der advocaten herzien worden door eene kamer van het Hof van beroep. Eene wijziging is des te noodzakelijker dat het ontwerp het aantal magistraten in elke kamer van het Hof op drie terugbrengt. Voortaan zal het steeds de algemeene vergadering zijn, zooals die overeenkomstig artikel 24 van het ontwerp is samengesteld, die kennis nemen zal van de tuchtmisdrijven.

HOOFDSTUK II.

Burgerlijke rechtsvordering.

AFDEELING 1. — *Wijziging aan het keizerlijk decreet van 30 Maart 1808.*

ART. 30 et 31. — Aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers werd voorgesteld in het Hof van Beroep eene of meer kamers op te richten met één enkelen raadsheer, om kennis te nemen van het beroep van uitspraak en op kortgeding. Om de bij artikel 5, litt. d), vermelde redenen, is de raad deze nieuwigheid niet genegen. Zouden de voorzitters der rechtbanken van eersten aanleg niet van hun prestige verliezen indien hunne beslissingen werden herzien door een enkel magistraat die vaak minder dienstjaren telt dan zij?

De nieuwe inrichting der hoven van beroep, zooals die bij artikel 11 van het ontwerp wordt voorzien, zal den eerste-voorzitter toelaten het beroep tegen uitspraken op kortgeding steeds aan dezelfde kamers te onderwerpen, hetgeen de terecht gehekeldte afwijkingen in de rechtspraak zal voorkomen. De aan het decreet van 30 Maart 1808 toe gebrachte wijzigingen maken hem dit tot een plicht en wijzen er op hoe belangrijk het is dat de gelijkaardige zaken aan dezelfde rechters worden voorgelegd.

AFDEELING 2. — *Wijzigingen aan het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering.*

ART. 32 en 33. — De verdeling van de burgerlijke zaken aan den alleensprekenden rechter, alsmede de rechtspleging vóór dezen magistraat worden door deze artikelen geregeld. Artikel 33 neemt artikel VII der wet van 25 October 1919 over.

ART. 34. — Het vervangen van het cijfer 1,000 door het cijfer 4,000, wordt verantwoord door overwegingen welke bij artikel 36 uiteengezet worden.

ART. 35. — Deze bepaling brengt de rechtspleging van het pandbeslag in overeenstemming met de bij artikel 37 aan de bevoegdheid der vrederechters toegebrachte wijzigingen. Het is logisch dat de magistraat die geroepen is om uitspraak te doen over de geldigverklaring van het pandbeslag, ook bevoegd zij om daartoe machtiging te verleenen. Naar dit beginsel richtte zich reeds de wet van 5 October 1833, op de nitzetting der landbouwers en der huurders.

AFDEELING 3. — *Wijzigingen aan de wet van 25 Maart 1876
op de bevoegdheid.*

Het ontwerp neemt de afwijking niet over aan artikel 40 dezer wet, welke tijdelijk door artikel XVIII der wet van 25 October 1919 werd gehuldigd. Het is inderdaad gebleken dat er voor den Staat groote bezwaren aan verbonden zijn, wanneer hij zich voor alle jurisdicties van het land moet verdedigen; de advocaten van den Staat hebben moeite om zich daarheen te begeven en de rechtspraak lijdt gebrek aan eenheid. Door de gezamenlijke bepalingen van het ontwerp, kan afgezien worden van dit middel om de taak van de jurisdicties der hoofdstad te verlichten.

ART. 36. — Sedert de wet van 12 Augustus 1911, nemen de vrederechters kennis van de zaken waarvan de waarde niet meer dan 600 frank bedraagt. Het ontwerp brengt dit bedrag op 2,500 frank, iets wat niet overdreven lijkt, als men de huidige waarde onzer valuta bedenkt. Het bedrag van het laatste ressort wordt van 100 op 400 frank gebracht, bij vergelijking met de bepalingen der wet van 15 Mei 1910 op de werkrechtcrsraden. Zooals verder gezegd wordt, is het bedrag van het laatste ressort vóór de rechtbanken van eersten aanleg en de rechtbanken van koophandel van 2,500 tot 10,000 frank opgevoerd. Door talrijke wetten werd de bevoegdheid van den vrederechter uitgebreid. Daarvan wijkt het ontwerp niet af: de door deze wetten voorziene geschillen worden verder ter kennisneming aan den vrederechter opgedragen, zelfs wanneer de waarde meer dan 2,500 frank bedraagt, maar het bedrag van het laatste ressort mag nooit minder zijn dan 400 frank.

ART. 37. — Dit artikel somt bepaalde gevallen op waarvoor de vrederechter in burgerlijke zaken inzonderheid bevoegd is verklaard. De wet van 25 Maart 1876 heeft deze bevoegdheid uitgebreid tot welk bedrag de eisch ook stijge; maar naar luid van artikel 7 moet, in geval van betwisting van titel, de vrederechter zich onbevoegd verklaren. Men weet hoeveel geschillen zijn ontstaan, hoeveel exceptiën van onbevoegdheid werden opgeworpen, dank zij het bestaan van dit voorbehoud. Het ontwerp hoopt deze te vermijden en behoudt daartoe, zelfs wanneer de titel betwist wordt, de bevoegdheid van den vrederechter, maar verleent hem slechts rechtsmacht voor de geschillen welke niet meer dan 10,000 frank bedragen.

De n^{os} 3, 4, 6 en 7 van artikel 37 brengen slechts kleine wijzigingen toe aan artikel 3 der wet van 12 Augustus 1911; de n^{os} 1, 2 en 5 vergen echter eene korte toelichting.

N^o 1. — Door de n^{os} 1, 2, 3 en 4 van artikel 3 der wet van 1876, worden aan de vrederechters zekere geschillen over de huurovereenkomst ter kennisneming opgedragen; eenige dezer geschillen ontsnappen hun dan nog, indien de huurprijs meer dan 600 frank per jaar bedraagt; het ontwerp heeft een eenvoudiger stelsel aangenomen; alle geschillen die niet meer dan 10,000 frank bedragen en betrekking hebben op huurovereenkomsten, worden, zonder eenig ander

onderscheid, toegekend aan de vrederechters, die, zooals bij artikel 35 werd gezegd, machtiging geven tot pandbeslag voor bedragen die niet hooger zijn dan 10,000 frank.

N^o 2. — Het ontwerp breidt de beginselen uit vervat in de n^{os} 9, 10 en 11 van artikel 3 der wet van 25 Maart 1876.

N^o 3. — De schrapping van het woord « tijdelijk » zal talrijke afwijzingsmiddelen wegens onbevoegdheid vermijden; de door het eerste lid van het artikel bepaalde grens van 10,000 frank zal beletten dat aan den vrederechter al te belangrijke processen ter kennisneming worden opgedragen, welke de wetgever van 1876 niet wenschelijk vond hem toe te vertrouwen.

ART. 38. — Dit artikel doelt op de gevallen waarin, in tegenstelling met wat bij het voorgaand artikel wordt voorzien, bevoegdheid aan den vrederechter wordt verleend, zelf dan wanneer de zaak eene handelszaak is voor den verweerder.

N^o 1 neemt n^o 13 over dat bij de wet van 21 December 1896, in artikel 3 der wet van 25 Maart 1876 werd ingevoegd.

N^o 2 richt zich naar de wet van 15 Mei 1910 en voorziet dat in de localiteiten waar de werkrechtcraden niet ingericht zijn, de vrederechter de functie daarvan waarneemt; het spreekt van zelf dat in dit geval de jurisdictie van beroep de rechtbank van eersten aanleg zal zijn.

Het leek onnoodig bij artikel 37 te doelen op de andere geschillen betreffende de verhuring van werk, die burgerlijke zaken zijn voor den verweerder: deze geschillen zullen zelden meer dan 2,500 frank bedragen en worden dus krachtens artikel 36 aan den vrederechter ter kennisneming opgedragen.

ART. 39. — Dit artikel brengt de teksten in overeenstemming.

ART. 40. — Verantwoording van het afschaffen van artikel 7 der wet van 25 Maart 1876 werd gegeven bij artikel 37.

ART. 41. — De verhooging van het bedrag van het laatste ressort werd bij artikel 37 verantwoord.

ART. 42. — Op de door het tweede lid van artikel 42 voorziene zaken wordt door het ontwerp de bij de wet van 20 April 1920 op de assuranties gestelde regelen toegepast, welke in artikel 43^{bis} der wet op de bevoegdheid werden overgenomen.

AFDEELING IV. — *Wijzigingen aan de wet van 30 Juli 1889.*

ART. 43 en 44. — Deze artikelen bepalen er zich bij artikel XVI der wet van 25 October 1919, over te nemen.

TITEL III

STRAFVORDERING.

EERSTE HOOFDSTUK.

Wijzigingen aan het Wetboek van strafvordering.

EERSTE AFDEELING. — *Het verslag van de onderzoeksrechters wanneer de rechtspleging volledig is.*

ART. 45. — De voorgestelde wijziging aan artikel 129 van het wetboek van strafvordering vloeit voort uit artikel 49 van het ontwerp, waarbij aan den politierechter bevoegdheid wordt verleend om kennis te nemen van zekere wanbedrijven.

ART. 46. — Dit artikel neemt met enkele kleine wijzigingen — die reeds door de rechtspraak werden gehuldigd — den tekst over van artikel 15 der wet van 25 October 1919.

Voor de beschikkingen tot buitenvervolginstelling, wanneer er geene burgerlijke partij is, en voor de beschikkingen tot verwijzing naar eene politierechtbank, lijkt het verhoor van den beklaagde onnoodig : de rechtspleging geschiedt schriftelijk.

Door het afzien vanwege den beklaagde van de voorziene termijnen, samen met zijne vrijwillige verschijning vóór de boetstraffelijke rechtbank, waartoe toelating wordt gegeven bij artikel 15 der wet van 1 Juni 1849, kunnen de zaken in gevallen van heeter daad zeer snel afgehandeld worden.

AFDEELING 2. — *Summiere rechtspleging voor de politierechtbanken.*

ART. 47. — De door het ontwerp ingestelde summiere rechtspleging werd reeds in de Kamers en in tijdschriften besproken : men noemde deze rechtspleging « de veroordeeling per brief » ⁽¹⁾.

(1) Kamer der volksvertegenwoordigers. — *Handelingen* : 1889-1890, bl. 1209 en 1227; 1894-1895, bl. 454 en 513; 1897-1898, bl. 710, 712 en 734; 1898-1899, bl. 1492 tot 1743; 1899-1900, bl. 806; 1900-1901, bl. 1352 en 1357; 1909-1910, bl. 1017; 1910-1911, bl. 574; 1911-1912, bl. 1246, 1345 en 1346.

Kamer der volksvertegenwoordigers. — *Bescheiden* : 1900-1901, bl. 245; 1907-1908, bl. 106.

Journal des Juges de paix : 1895, bl. 88; 1903, bl. 229.

Journal des Tribunaux : 7 April 1904, kol. 483.

Het voordeel van deze rechtspleging is dat de overtreder niet meer verplicht is te verschijnen, dat de kosten verminderd worden en de magistraten tijd winnen.

In gebruik in andere landen zooals Nederland, Zwitserland, Duitschland en Italië, heeft zij bloot gestaan aan verschillende kritieken, welke het ontwerp getracht heeft te vermijden: de wederzijdse bevoegdheid van den vrederechter en van den ambtenaar van het openbaar Ministerie worden geenszins gewijzigd; de rechtspleging is slechts van toepassing op lichte misdrijven, waarvan het berechten niet eischt dat de overtreder persoonlijk verschijne; de beslissing wordt, overeenkomstig de grondwet, in openbare terechtzitting uitgesproken; de rechten van het parket van beroep blijven onaangetast. Aldus ingesteld, schijnt de summiere rechtspleging wezenlijke diensten te moeten bewijzen: zij zal het prestige van den politierechter verhoogen; op zijne terechtzittingen zullen nog maar alleen in verhandeling op tegenspraak die zaken opgeroepen worden, waarbij die verhandeling noodzakelijk is; de lange terechtzittingen gewijd aan overtredingen op de reglementen op de prostitutie, op de huurrijtuigen enz., zullen verdwijnen.

Art. 166 tot 168. — Deze artikelen regelen de rechtspleging voor het vonnissen; de vrijwillige verschijning van den beklagde voert de zaak weer tot de gewone rechtspleging terug.

Art. 169. — Dit artikel voorziet de beteekening der beschikking bij aangeteekenden brief. Deze wijze van beteekenen bestaat reeds, namelijk in zaken van « pro deo » en preventieve hechtenis.

Art. 170. — Van de beschikkingen gewezen overeenkomstig artikel 168 kan door den beklagde geen beroep ingesteld worden; zij worden bestreden bij wege van verzet, dat de zaak tot de gewone rechtspleging terugbrengt en ze er aan onderwerpt.

AFDEELING 3. — *De rechtbanken in boetstraffelijke zaken.*

Art. 48. — Artikel 192 van het wetboek van strafvordering moet, evenals artikel 129 van hetzelfde wetboek, in overeenstemming gebracht worden met artikel 49 van het ontwerp.

Bovendien stelt het ontwerp voor het tweede lid ervan te schrappen, dat aanleiding tot betwisting heeft gegeven en een weinig logisch beginsel huldigt: in strafzaken moet de beklagde nooit van de jurisdictie van tweeden aanleg beroofd worden.

HOOFDSTUK II.

Wijzigingen aan de wet van 1 Mei 1849.

Art. 49. — Hier huldigt het ontwerp de uitbreiding van de bevoegdheid van den politierechter.

Art. 1. — Dit artikel stelt het beginsel van de bevoegdheid van den politierechter.

Art. 1^{bis}. — Het ontwerp kent aan den politierechter bevoegdheid toe voor eene reeks lichte misdrijven : het door de wet van 1 Mei 1849 aangenomen beginsel krijgt aldus eene ruimere toepassing.

Art. 2. — Dit artikel past op den politierechter de regelen toe welke het wetboek van strafvordering voorziet voor de bevoegdheid der boetstraffelijke rechtbanken *ratione loci* of *ratione personae*.

Art. 2^{bis}. — Het ontwerp brengt eene belangrijke wijziging toe aan de beginselen der wet van 1 Mei 1849. Terwijl deze wet zekere wanbedrijven ter kennisneming opdroeg aan de politierechters, bepaalde zij een maximum voor de straffen die zij konden opleggen, en verminderde van rechtswege de hoogere straffen tot op dit maximum.

Dit wantrouwen tegenover de politierechters is niet te verantwoorden. Het ontwerp geeft hun de bevoegdheid om boetstraffen op te leggen, welke deze ook zijn, voor de misdrijven, welke hun inzonderheid, maar binnen zekere grenzen, ter kennisneming zijn opgedragen.

TITEL IV

OVERGANGSBEPALINGEN

Titel IV van het ontwerp heeft voor doel het geleidelijk inwerkingtreden der wet te regelen en zoodoende te vermijden dat de wijzigingen, welke zij aan de regelen der rechtspleging en der rechterlijke inrichting aanbrengt, den dienst der justitie onderbreken.

Kunnen enkele harer artikelen onmiddellijk verplichtend gemaakt worden, de wijzigingen aan de rechterlijke inrichting zijn slechts bestemd om van kracht te worden op den dag dat de tijdelijke wet van 25 October 1919 vervalt, dit is op 1 October 1923. Moesten echter de beschikkingen waarbij het bedrag van het ressort en van de bevoegdheid veranderd wordt, eerst op denzelfden datum van kracht worden, zou het gebeuren, dat gedurende de rechterlijke vacantie van 1923, partijen dagvaarding zouden geven vóór de rechtbanken van eersten aanleg in zaken welke deze na 1 October 1923 zullen berechten, terwijl zij er alsdan geen kennis meer van te nemen hebben. Deze inleiding verklaart waarom het van kracht worden der wet over drie tijdstippen is verdeeld.

Art. 50. — Niets belet dat dit van kracht worden binnen den normalen tijd geschiede wat betreft de artikelen, waarbij adjunctvrederechters kunnen worden benoemd, de controle der procureur en generaal op de achterstallige zaken wordt verscherpt, de vervanging wordt toegelaten van de voorzitters der rechtbanken, eene nieuwe rechtspleging in tuchtzaken wordt ingericht, eene meer oordeelkundige verdeling der zaken wordt voorzien en de beteekenis van zekere door het ontwerp overgenomen beschikkingen der tijdelijke wet nader wordt bepaald.

Art. 51. — Om de hierbovenaangehaalde reden moeten de artikelen, waarbij wijzigingen worden toegebracht aan de bevoegdheid in burgerlijke zaken en in strafzaken en aan het ressort, van kracht zijn met ingang van 1 Augustus 1923. Er dient geen anderen, dichter bij den datum van de bekendmaking der wet, gelegen datum gekozen; op die wijze zullen de rechtbanken zonder moeilijkheid gedurende het rechterlijk dienstjaar 1922-1923, de haar opgedragen zaken kunnen afhandelen, en kunnen omstandige onderrichtingen opgemaakt worden, ten einde de uitvoering door de parketten van de nieuwe beschikkingen op de summere rechtspleging en op de uitbreiding van de bevoegdheid der politierechters te verzekeren.

Art. 52. — Het ontwerp moest het lot regelen zoowel van de burgerlijke zaken als van de strafzaken, welke niet op 1 Augustus 1923 waren berecht en onder toepassing vallen van het nieuw regien. Dit doet het ontwerp, voor wat den aanleg betreft, op eene tegenovergestelde wijze als voorzien werd bij artikel 56 der wet van 25 Maart 1876. In de meeste zaken wordt de aanleg bepaald door de schatting welke partijen hebben gedaan *in limine litis*; het is weinig billijk het hooger beroep te ontzeggen aan den pleiter die, door zijne schatting, overtuigd was dat zijn vordering het voordeel zou genieten van eenen dubbelen grad van jurisdictie.

Wat de strafzaken betreft, moet de door artikel 47 gehuldigde uitbreiding tot het recht van hooger beroep daarentegen toegepast worden op de zaken welke voor 1 Augustus 1914 voor de boetstraffelijke rechtbanken waren gebracht.

Het is niet overbodig te doen opmerken dat de bij artikel 52 voorziene overgangsmatregelen geen betrekking hebben op de verdeling der zaken in den schoot der rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel. De toekenning der zaken aan de kamers met drie rechters of aan den alleensprekenden rechter behoort niet tot het gebied der bevoegdheid. De overgangsmatregelen welke door die toekenning worden geëischt worden bij de volgende artikelen geregeld.

Art. 53. — De wijzigingen aan de rechterlijke inrichting zullen ingevoerd worden wanneer de tijdelijke wet ophoudt van kracht te zijn, maar vóór 1 October 1923 dienen de nieuwe reglementen voor de hoven en rechtbanken vastgesteld, en de dienstregeling ingericht te zijn; de zaken die geroepen zijn om met ingang van 1 October 1923 te worden gevonnist, moeten voor dien tijd kunnen uitgedeeld worden; ten slotte is het noodig dat de jurisdicties van onder-

zoek, die zich uit te spreken hebben over de verwijzing van den beklaagde naar de boetstraffelijke rechtbank in zaken, welke slechts na 30 September 1923 zullen gevonnist worden, de verwijzing vóór één of drie rechters kunnen gelasten. Daar de raadkamer thans werkzaam is op dezelfde wijze als door het ontwerp wordt voorzien, zal de toepassing van die overgangsbepaling geen aanleiding geven tot eenig bezwaar : voor elk geval dienen de parketten na te gaan of de zaak al dan niet vóór den afloop der rechterlijke vacantiën kan berecht worden, en desgewenscht vorderingen te doen.

ART. 54. — Dit artikel regelt het lot van de volledige rechtsplegingen in strafzaken die op 1 October 1923 niet zijn berecht. Tot 30 September 1923 worden de boetstraffelijke zaken voordeeld tusschen de kamers met drie rechters of met één rechter, volgens de door artikel VIII der tijdelijke wet vastgestelde grondslagen. Daar deze op 1 October 1923 door andere grondslagen worden vervangen, moest in overweging worden genomen door welke kamers de zaken zullen worden berecht, welke reeds bepaald werden en deze waarin de beschikking van verwijzing niet over de verdeeling uitspraak heeft gedaan.

In de voorgestelde bepalingen heeft het ontwerp het reeds herhaaldelijk vooruitgezet beginsel tot leidraad genomen, dat de kamer met drie rechters de regel, en die met één rechter de uitzondering is.

De rechtstreeksche dagvaardingen van den procureur des Konings, wanneer zij reeds voor eene kamer met drie rechters zijn ingeleid, worden daar behouden. Wat de andere rechtsplegingen betreft (rechtstreeksche dagvaardingen van burgerlijke partijen en bij beschikking verwezen zaken), worden zij door den voorzitter aan eene kamer met drie rechters uitgedeeld, tenzij dit reeds is geschied, of tenzij het parket, krachtens het recht dat door het vorig artikel wordt toegekend, vóór 1 October 1923, bij beschikking van verwijzing, de zaak aan een alleensprekenden rechter heeft doen uitdeelen.

ANNEXE AU N° 79.

Projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire et de la procédure

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

TITRE PREMIER.

DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE.

CHAPITRE PREMIER.

Modification à la loi du 18 juin 1869.

ARTICLE PREMIER.

L'article premier est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Il y a un juge de paix et deux suppléants dans chaque canton judiciaire limité dans sa circonscription

BIJLAGE VAN N° 79.

Wetsontwerp betreffende de herziening van de rechterlijke inrichting en van de rechtspleging.

ALBERT.

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast in Onze naam, bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE TITEL.

RECHTERLIJKE INRICHTING.

EERSTE HOOFDSTUK.

Wijziging aan de wet van 18 Juni 1869

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 1 wordt ingetrokken en door de volgende bepaling vervangen :

« Er zijn voor elk rechterlijk kanton binnen de grenzen van zijn tegenwoordig gebied, een vrederechter en twee

actuelle. Lorsque les besoins du service l'exigent, le Roi peut, de l'avis conforme du premier président de la Cour d'appel, du procureur général près la même Cour dans un canton de première ou de seconde classe, une place de juge de paix adjoint à laquelle est affecté le traitement de la classe immédiatement inférieure.

» En cas de vacance, la place n'est maintenue que sur l'avis conforme des mêmes magistrats.

» Le juge de paix distribue le service entre lui et son adjoint.

» Lorsque les besoins du service le permettent, le Roi peut charger un juge de paix de desservir la justice de paix d'un canton contigu si le siège en est vacant ou si le titulaire est momentanément empêché; dans ce dernier cas, la réunion des deux cantons cesse avec l'empêchement qui l'a provoquée; le juge chargé du service d'un second canton a droit, de ce chef, au traitement attribué à la classe à laquelle appartiendrait un canton formé des deux cantons réunis.

» En cas de réunion par suite de vacance de l'un des sièges, l'arrêté royal fixe la résidence du juge chargé de desservir les cantons réunis. »

ART. 2.

L'article 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Le nombre et la durée des audiences sont déterminés par le président du

plaatsvervangende rechters. Wanneer de behoeften van den dienst het eischen, kan de Koning, op eensluitend advies van den eerste-voorzitter van het hof van beroep, en van den procureur generaal bij dit hof in een kanton der eerste of tweede klasse, eene plaats van adjunct-vrederechter oprichten, waaraan de wedde van de onmiddellijk lagere klasse is verbonden.

» Wanneer de plaats openvalt wordt zij slechts behouden op eensluitend advies derzelfde magistraten.

» De vrederechter verdeelt den dienst tusschen hem en zijn adjunct.

» Indien de behoeften van den dienst het toelaten, kan de Koning een vrederechter belasten met het waarnemen van den dienst van een aangrenzend kanton waar de plaats opengevallen of de titularis tijdelijk verhinderd is; in dit laatste geval neemt de vereeniging der twee kantons een einde terzelfder tijd als de verhindering, die tot die vereeniging aanleiding heeft gegeven; de rechter die met den dienst van een tweede kanton is belast, heeft, uit dien hoofde, recht op de wedde toegekend aan de klasse waartoe een kanton zou behooren, dat uit de twee vereenigde kantons samengesteld zou zijn.

» In geval van vereeniging ten gevolge van het openvallen van eene der plaatsen, bepaalt het koninklijk besluit de standplaats van den rechter, die met den dienst der vereenigde kantons is belast. »

ART. 2.

Artikel 2 wordt met het volgend lid aangevuld :

« Het aantal en de duur van de terechtzittingen worden bepaald door den

tribunal de première instance de l'arrondissement, qui entend le juge de paix et prend l'avis du procureur du Roi. »

ART. 3.

L'alinéa suivant est ajouté à l'article 16 :

« Le nombre des Chambres, leurs attributions, le nombre et la durée de leurs audiences, le nombre des juges attachés à chaque Chambre sont déterminés tous les ans, dans la huitaine qui précède les vacances, par ordonnance du premier président de la Cour d'appel qui prend l'avis du Procureur général et du président du tribunal.

» Cette ordonnance ne peut être modifiée dans le cours de l'année judiciaire que par ordonnance motivée. »

ART. 4.

L'article 23 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Si un siège de juge d'instruction est vacant ou si le titulaire est momentanément empêché pour quelque cause que ce soit, le premier président de la Cour d'appel et, en cas d'urgence, le président du tribunal désigne un juge titulaire pour exercer provisoirement les fonctions de juge d'instruction.

» Si les besoins du service l'exigent, le premier président de la Cour d'appel peut, sur la demande du procureur général, déléguer un juge titulaire pour remplir momentanément les fonctions de juge d'instruction conjointement avec les autres. »

voorzitter der rechtbank van eersten aanleg van het arrondissement, die den vrederechter hoort en het advies van den procureur des Konings inwint. »

ART. 3.

Het volgend lid wordt aan artikel 16 toegevoegd :

« Het aantal kamers, hare werkzaamheden, het aantal en de duur harer terechtzittingen, het aantal rechters die aan elke kamer zijn verbonden, worden jaarlijks binnen de acht dagen vóór de vacanties, vastgesteld bij beschikking van den eerste-voorzitter van het hof van beroep, die het advies inwint van den procureur generaal en den voorzitter der rechtbank.

» Deze beschikking kan in den loop van het rechterlijk dienstjaar slechts bij met redenen omkleede beschikking gewijzigd worden. »

ART. 4.

Artikel 23 wordt ingetrokken en door de volgende bepaling vervangen :

« Indien eene plaats van onderzoeksrechter openvalt of indien de titularis tijdelijk om welke reden ook verhinderd is, duidt de eerste-voorzitter van het hof van beroep en, in geval van hoogdringendheid, de voorzitter der rechtbank een rechter titularis aan om voorloopig de functie van onderzoeksrechter waar te nemen.

» Indien de behoeften van den dienst het eischen, kan de eerste-voorzitter van het hof van beroep, op verzoek van den procureur generaal, opdracht verleenen aan een rechter titularis om tijdelijk de functie van onderzoeksrechter, samen met de andere onderzoekrechters, waar te nemen. »

ART. 5.

L'article 28 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Les tribunaux de première instance ne peuvent siéger qu'au nombre fixe de trois juges, y compris le président, avec l'assistance du ministère public et d'un greffier.

» Toutefois, en matière civile, sont distribuées à un juge statuant seul avec l'assistance du ministère public et d'un greffier, les demandes de procédure gratuite, et lorsque les parties le demandent, les affaires civiles autres que les appels des jugements des justices de paix.

» Les assignations sont données à la Chambre où siège habituellement le président. En matière répressive, sont distribuées à un juge statuant seul avec l'assistance du ministère public et d'un greffier : 1° les citations directes données par le procureur du Roi ; 2° les affaires que la Chambre du conseil ou, le cas échéant, la Chambre des mises en accusation estime pouvoir, à raison de leur peu de complication être soumises à un juge statuant seul. »

ART. 6.

L'article 29 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Les attributions de la Chambre du conseil en matière répressive sont dévolues à une chambre d'un juge. »

ART. 7.

L'article 30 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Le premier président de la Cour

ART. 5.

Artikel 28 wordt ingetrokken en door de volgende bepaling vervangen :

« De rechtbanken van eersten aanleg mogen niet vonnissen dan met het vaste getal van drie rechters met inbegrip van den voorzitter en bijgestaan door het openbaar ministerie en een griffier.

» In burgerlijke zaken echter, worden aan een alleensprekenden rechter bijgestaan door het openbaar ministerie en een griffier, de aanvragen onderworpen om kosteloos te procederen alsmede, wanneer partijen zulks vragen, de burgerlijke zaken behalve deze waarbij beroep wordt ingesteld van vonnissen van de vredegerechten.

» De dagvaardingen worden gegeven in de kamer waar de voorzitter gewoonlijk zitting houdt. In strafzaken worden aan een alleensprekenden rechter bijgestaan door het openbaar ministerie en een griffier toegedeeld : 1° de rechtstreeksche dagvaardingen gegeven door den procureur des Konings ; 2° de zaken welke naar de meening der raadkamer of, desgevallend, der kamer van inbeschuldigingstelling, omdat zij niet zoo zeer ingewikkeld zijn, aan een alleensprekenden rechter kunnen opgedragen worden ».

ART. 6.

Artikel 29 wordt afgeschaft en door de volgende bepaling vervangen :

« De werkzaamheden van de raadkamer in strafzaken zijn opgedragen aan eene kamer met één rechter ».

ART. 7.

Artikel 30 wordt ingetrokken en door de volgende bepaling vervangen :

« De eerste-voorzitter van het hof

d'appel après avoir pris l'avis du procureur général, du président du tribunal et du bâtonnier dans les sièges où il existe un conseil de l'ordre des avocats, désigne les juges appelés à siéger seuls, parmi les présidents ou vice-présidents et parmi les juges ayant au moins dix ans de fonctions judiciaires ou de pratique du barreau. »

ART. 8.

L'article 31 est complété par l'alinéa final suivant :

« 7^o Les affaires dont le jugement a été rendu au delà des délais prévus aux articles 13 et 116 du Code de procédure civile et 145 de la loi du 18 juin 1869. »

ART. 9.

L'article 57 est complété par les dispositions suivantes :

« Toutefois, sont distribuées à un juge statuant seul les demandes de procédure gratuite et, lorsque les parties le demandent, les autres causes commerciales.

» Le premier président de la Cour d'appel, après avoir pris l'avis du procureur général, du président du tribunal et du bâtonnier dans les sièges où il existe un conseil de l'ordre des avocats, désigne les juges appelés à statuer seuls. »

ART. 10.

Les articles 58 et 59 sont abrogés. L'article 58 est remplacé par la disposition suivante :

« Le nombre des Chambres, leurs

van beroep, na het advies te hebben ingewonnen van den procureur generaal, van den voorzitter der rechtbank en van den stafhouder in de standplaatsen waar een raad van de orde der advocaten bestaat, wijst de rechters die alleen zullen vonnissen aan onder de voorzitters of ondervoorzitters en onder de rechters die ten minste gedurende tien jaar een rechterlijk ambt hebben waargenomen of bij de balie werkzaam zijn geweest. »

ART. 8.

Artikel 31 wordt met de volgende slotalinea aangevuld :

« 7. De zaken waarvan het vonnis werd gewezen buiten de bij de artikelen 13 en 116 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering en 145 der wet van 18 Juni 1869 voorziene termijnen. »

ART. 9.

Artikel 57 wordt met de volgende bepalingen aangevuld :

« Worden echter aan een alleensprekenden rechter onderworpen de aanvragen om kosteloos te procederen en, wanneer partijen zulks vragen, de andere zaken van koophandel.

» De eerste-voorzitter van het hof van beroep, na het advies te hebben ingewonnen van den procureur generaal, van den voorzitter der rechtbank en van den stafhouder in de standplaatsen waar een raad van de orde der advocaten bestaat, duidt de alleensprekende rechters aan. »

ART. 10.

De artikelen 58 en 59 worden ingetrokken. Artikel 58 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Het aantal kamers, hare werkzaam-

attributions, le nombre et la durée de leurs audiences, le nombre des juges attachés à chaque Chambre sont déterminés tous les ans, dans la huitaine qui précède les vacances, par ordonnance du premier président de la Cour d'appel qui prend l'avis du procureur général et du président du tribunal.

» Cette ordonnance ne peut être modifiée dans le cours de l'année judiciaire que par ordonnance motivée. »

ART. 11.

L'article 80 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Le nombre des Chambres des Cours d'appel, leurs attributions, le nombre et la durée de leurs audiences, le nombre des conseillers attachés à chaque Chambre sont déterminés tous les ans, dans la huitaine qui précède les vacances, par ordonnance du premier président de la Cour d'appel, qui prend l'avis du Procureur général.

» Cette ordonnance ne peut être modifiée dans le courant de l'année judiciaire que par ordonnance motivée.

» Le premier président assure l'exécution de l'article 17^{bis} ajouté à la loi du 3 mai 1889 sur l'usage de la langue flamande. »

ART. 12.

Les articles 81 à 83 sont abrogés.

ART. 13.

L'article 84, complété par l'article 2 de la loi du 4 septembre 1891 est

heden, het aantal en de duur harer terechtzittingen, het aantal rechters die aan elke kamer zijn verbonden, worden jaarlijks binnen de acht dagen voor de vacaties, vastgesteld bij beschikking van den eerste-voorzitter van het hof van beroep, die het advies inwint van den procureur generaal en van den voorzitter der rechtbank.

» Deze beschikking kan in den loop van het rechterlijk dienstjaar slechts bij met redenen omkleede berchikking gewijzigd worden.

ART. 11.

Artikel 80 wordt ingetrokken en door de volgende bepaling vervangen :

« Het aantal kamers der hoven van beroep, hare werkzaamheden, het aantal en de duur harer terechtzittingen, het aantal raadsheeren die aan elke kamer zijn verbonden, worden jaarlijks binnen de acht dagen voor de vacaties vastgesteld bij beschikking van den eerste-voorzitter van het hof van beroep, die het advies inwint van den procureur generaal.

» Deze beschikking kan in den loop van het rechterlijk dienstjaar slechts bij met redenen omkleede beschikking gewijzigd worden.

» De eerste-voorzitter verzekert de uitvoering van artikel 17^{bis} toegevoegd aan de wet van 3 Mei 1889 op het gebruik der Vlaamsche taal ».

ART. 12.

De artikelen 81 tot 83 worden ingetrokken.

ART. 13.

Artikel 84, aangevuld door artikel 2 der wet van 4 September 1891, wordt

abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Les Cours d'appel ne peuvent siéger qu'au nombre fixe de trois conseillers, y compris le président, avec l'assistance du ministère public et d'un greffier. »

ART. 14.

L'article 85 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Les audiences solennelles pour connaître des affaires renvoyées après cassation se composent de deux chambres réunies désignées et présidées par le premier président. Elles ne peuvent juger qu'au nombre fixe de sept conseillers, y compris le président. »

ART. 15.

Le premier alinéa de l'article 132 est complété comme suit :

« Le nombre et la durée de leurs audiences sont déterminés par le premier président, qui prend l'avis du procureur général. »

ART. 16.

L'article 133 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Les arrêts ne peuvent être rendus qu'au nombre fixe de cinq conseillers, y compris le président. »

ART. 17.

L'article 135 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Les accusations admises contre les ministres sont, en exécution de l'arti-

ingetrokken en door de volgende bepaling vervangen :

« De hoven van beroep mogen niet vonnissen dan met het vast getal van drie raadsheeren, den voorzitter daaronder begrepen, en met bijstand van het openbaar ministerie en een griffier ». »

ART. 14.

Artikel 85 wordt ingetrokken en door de volgende bepaling vervangen :

« De plechtige terechtzittingen ter kennisneming van na cassatie verwezen zaken bestaan uit twee vereenigde kamers door den eerste-voorzitter aan te duiden en voor te zitten. Zij kunnen niet vonnissen dan met het vast getal van zeven raadsheeren, de voorzitter daaronder begrepen ». »

ART. 15.

Het eerste lid van artikel 132 wordt aangevuld als volgt :

« Het aantal en de duur harer terechtzittingen worden bepaald door den eerste-voorzitter, die het advies inwint van den procureur generaal.

ART. 16.

Artikel 133 wordt ingetrokken en door de volgende bepaling vervangen :

« De arresten mogen slechts gewezen worden met het vast getal van vijf raadsheeren, de voorzitter daaronder begrepen. »

ART. 17.

Artikel 135 wordt ingetrokken en door de volgende bepaling vervangen :

« De beschuldigingen, tegen de ministers toegelaten, worden ter voldoe-

de 90 de la Constitution, jugées par les Chambres réunies, qui devront siéger en nombre pair et être composées de dix membres au moins.

» Dans tous les autres cas où la Cour doit juger chambres réunies, elle siège en nombre impair et doit être composée de neuf membres au moins. »

ART. 18.

L'article 165 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Cette dernière formalité est également observée toutes les fois qu'un juge ayant, seul, tenu l'audience se trouve dans l'impossibilité de signer. Dans ce cas, le procès-verbal du greffier est certifié par le président du tribunal de première instance de l'arrondissement.

» Lorsque l'impossibilité existe de la part du greffier, le juge signe seul en mentionnant l'accident. »

ART. 19.

L'article 201 est complété par l'alinéa final suivant :

« Si les besoins du service l'exigent, comme en cas de vacance, le premier président peut, après avoir pris l'avis du procureur général, désigner le vice-président ou le juge qui suppléera le président d'un tribunal dans tout ou partie de ces fonctions. »

ART. 20.

Les articles 160 et 208 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« ART. 160. — Les greffes sont

ning aan artikel 90 der Grondwet berecht door de vereenigde kamers, die met even getal moeten zitting houden en ten minste uit tien leden moeten samengesteld zijn.

» In alle andere gevallen waarbij het hof met vereenigde kamers moet recht spreken, houdt het zitting met oneven getal en moet het ten minste uit negen leden samengesteld zijn ».

ART. 18.

Artikel 165 wordt afgeschaft en door de volgende bepaling vervangen :

« Deze laatste formaliteit wordt insgelijks in acht genomen telkenmale dat een rechter, die de terechtzitting alleen gehouden heeft, zich in de onmogelijkheid bevindt te teekenen. In dit geval wordt het proces-verbaal van den griffier echt verklaard door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg van het arrondissement ».

» Wanneer de onmogelijkheid bestaat bij den griffier, teekent de rechter alleen en vermeldt het gebeurde ».

ART. 19.

Artikel 201 wordt met de volgende slotalinea aangevuld :

« Indien de behoeften van den dienst het eischen, als ook bij het openvallen van de plaats, kan de eerste-voorzitter, na het advies te hebben ingewonnen van den procureur generaal, den ondervoorzitter of den rechter aanduiden die de bediening van voorzitter eener rechtbank geheel of gedeeltelijk zal waarnemen. »

ART. 20.

De artikelen 160 en 208 worden door de volgende beschikkingen vervangen :

« ART. 160. — De griffies zijn open

ouverts tous les jours, excepté les dimanches et fêtes, aux heures déterminées par le règlement du siège. »

« ART. 208. — L'ordre de service dans chaque Cour est établi par le premier président de la Cour, sur l'avis de la Cour et sur celui du procureur général.

» L'ordre de service dans chaque tribunal est établi par le premier président de la Cour d'appel, sur l'avis du tribunal et sur celui du procureur général.

» Ce règlement, affiché au greffe, contient les dispositions concernant la tenue des audiences, l'inscription au rôle ainsi que la distribution et la fixation des causes pour les plaidoiries, la communication au ministère public ».

ART. 21.

L'article 209 est abrogé.

ART. 22.

Le § 2 de l'article 217 est abrogé et remplacé comme suit :

« Il y a dans les Cours d'appel une ou plusieurs chambres de vacation; dans les tribunaux de première instance, au moins une chambre de trois juges et une chambre d'un juge; ces chambres de vacation sont chargés de l'expédition des affaires répressives et des affaires civiles qui requièrent célérité. »

ART. 23.

L'article 219 est abrogé et remplacé comme suit :

« Les juges d'instruction n'ont point de vacances. »

telken dage, zon- en feestdagen uitgezonderd, op de door het reglement der standplaats te bepalen uren. »

« ART. 208. — De dienstregeling in elk hof wordt vastgesteld door den eerste-voorzitter van het hof, op advies van het hof en van den procureur generaal.

» De dienstregeling in elke rechtbank wordt vastgesteld door den eerste-voorzitter van het hof van beroep, op advies van de rechtbank en van den procureur generaal.

» Dit reglement, ter griffie aangeplakt, bevat de bepalingen betreffende het houden der terechtzittingen, de inschrijving op de rol, alsmede de uitdeeling en de vaststelling der zaken voor de pleidooien, de mededeeling aan het openbaar ministerie. »

ART. 21.

Artikel 209 is ingetrokken.

ART. 22.

Het tweede lid van artikel 217 wordt ingetrokken en vervangen als volgt :

« Er zijn, in de hoven van beroep één of meer vacantiemeren; in de rechtbanken van eersten aanleg, ten minste eene kamer met drie rechters en eene kamer met één rechter. Deze vacantiemeren zijn belast met het beslechten van de strafzaken en van de spoedeisende burgerlijke zaken. »

ART. 23.

Artikel 219 wordt ingetrokken en vervangen als volgt :

« De onderzoeksrechters hebben geene vacantiën. »

ART. 24.

Il est ajouté à la loi un article 221^{bis}, ainsi conçu :

« En matière disciplinaire et pour l'application de l'article 63 de la loi du 16 décembre 1851, les cours et tribunaux délibèrent à la majorité de leurs membres sans que le nombre de magistrats appelés à constituer l'assemblée générale puisse dépasser neuf.

» Dans les cours et tribunaux comprenant plus de neuf membres, le premier président ou le président procèdent annuellement, à la première audience publique qui suit les vacances judiciaires, au tirage au sort du nom des huit magistrats appelés à former avec lui cette assemblée.

» Ils peuvent de la même manière et dans la mesure qu'ils jugent utile, adjoindre à la liste ainsi arrêtée un certain nombre de magistrats supplémentaires qui, le cas échéant, sont convoqués aux assemblées générales dans l'ordre du tirage, pour y prendre séance en remplacement des membres effectifs empêchés. Ils désignent toujours dans l'ordre du tirage, ceux des magistrats supplémentaires qui devront siéger en vue de remplacer éventuellement les magistrats qui, au cours des débats, ne pourraient continuer à prendre part aux délibérations. »

CHAPITRE II.

Modifications à la loi du 12 avril 1894
(Code électoral).

ART. 25.

L'article 39 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Les Cours d'appel statuent sur les

ART. 24.

Aan de wet wordt een artikel 221^{bis} toegevoegd luidende als volgt :

« In tuchtzaken en voor de toepassing van artikel 63 der wet van 16 December 1851, beraadslagen de hoven en rechtbanken bij meerderheid hunner leden, zonder dat het aantal magistraten die geroepen zijn om de algemeene vergadering samen te stellen meer dan negen mag bedragen.

» In de hoven en rechtbanken, die uit meer dan negen leden bestaan, duidt de eerste-voorzitter of de voorzitter jaarlijks op de eerste openbare terechtzitting na de rechterlijke vacaties, bij loting de acht magistraten aan die geroepen zijn om met hem deze vergadering samen te stellen.

» Zij kunnen op dezelfde wijze en in de mate dat zij het wenschelijk achten, aan de aldus opgemaakte lijst nog een zeker aantal magistraten toevoegen die, desgevallend, in de door het lot aangewezen volgorde tot de algemeene vergaderingen opgeroepen worden om er zitting te houden ter vervanging van de werkende leden die zouden verhinderd zijn. Zij duiden ook, steeds in de door het lot aangewezen volgorde, onder die toegevoegde magistraten dezen aan die moeten zitting houden ter eventuele vervanging van de magistraten die in den loop der behandeling niet verder aan de beraadslagingen zouden kunnen deelnemen.

HOOFDSTUK II.

Wijzigingen aan de wet
van 12 April 1894 (Kieswetboek).

ART. 25.

Artikel 39 wordt ingetrokken en door de volgende beschikking vervangen :

« De hoven van beroep nemen kennis

causes qui leur sont soumises en matière fiscale dans les cas prévus par la présente loi et les causes sont distribuées, poursuivies et jugées comme en matière électorale . »

ART. 26.

Le second alinéa de l'article 103, les articles 104 et 105 sont abrogés.

ART. 27.

Dans les deux premiers alinéas de l'article 106, le mot « Section » est remplacé par le mot « Chambre ».

CHAPITRE III.

Modifications aux lois sur la milice coordonnées par arrêté royal du 1^{er} octobre 1913.

ART. 28.

Les alinéas B, C et D de l'article 38 sont abrogés.

Aux alinéas E et F du même article, le mot « Section » est remplacé par le mot « Chambre ».

TITRE II.

**DE LA PROCÉDURE DISCIPLINAIRE
ET CIVILE.**

CHAPITRE PREMIER.

Procédure disciplinaire.

ART. 29.

Les procédures disciplinaires prévues par les articles 53 de la loi du 25 ven-

van de twistgedingen die hun in fiscale zaken onderworpen worden in de door deze wet voorziene gevallen; die twistgedingen worden uitgedeeld, vervolgd en beslecht zooals in kieszaken. »

ART. 26.

Het tweede lid van artikel 103, en de artikelen 104 en 105 worden ingetrokken.

ART. 27.

In het eerste en tweede lid van artikel 106 wordt het woord « Afdeeling » vervangen door het woord « Kamer ».

HOOFDSTUK III.

Wijzigingen aan de bij koninklijk besluit van 1 October 1913 samengeordende militiewetten.

ART. 28.

De alinea's B, C en D van artikel 38 zijn ingetrokken.

In de alinea's E en F van hetzelfde artikel wordt het woord « Afdeeling » vervangen door het woord « Kamer ».

TITEL II.

**RECHTSPLEGING IN TUCHTZAKEN
EN IN BURGERLIJKE ZAKEN.**

EERSTE HOOFDSTUK.

Rechtspleging in tuchtzaken.

ART. 29.

De rechtsplegingen in tuchtzaken voorzien bij de artikelen 53 der wet van

tôse an XI, 103, alinéa 2 du décret impérial du 30 mars 1808, 52 de la loi du 20 avril 1810, 29 du décret impérial du 14 décembre 1810, 8 et 13 de l'arrêté royal du 5 août 1836, 72 des lois coordonnées par arrêté royal du 25 avril 1920, sont déférées à l'assemblée générale réunie en Chambre du conseil conformément à l'article 221^{bis} de la loi d'organisation judiciaire.

CHAPITRE II.

Procédure civile.

SECTION 1^{re}. — Modifications au décret impérial du 30 mars 1808.

ART. 30.

L'article 23 est complété par l'alinéa suivant :

« Autant que possible, les affaires présentant des questions similaires sont distribuées à une même Chambre; les appels des ordonnances de référé ne sont distribuées à deux chambres de la Cour que si une seule ne suffit pas à les traiter d'urgence. »

ART. 31.

L'article 61 est complété par l'alinéa final suivant :

« Autant que possible les affaires présentant des questions similaires sont distribuées à une même chambre. »

SECTION 2. — Modifications au Code de procédure civile.

ART. 32.

La disposition suivante est insérée :

25 Ventôse jaar XI, 103, 2^e lid van het keizerlijk decreet van 30 Maart 1808, 52 der wet van 20 April 1810, 29 van het keizerlijk decreet van 14 December 1810, 8 en 13 van het koninklijk besluit van 5 Augustus 1836, 72 der bij koninklijk besluit van 25 April 1920 samengeordende wetten, worden opgedragen aan de algemeene vergadering in raadkamer vereenigd overeenkomstig artikel 221^{bis} van de wet op de rechterlijke inrichting.

HOOFDSTUK II.

Burgerlijke rechtsvordering.

AFDDELING I. — Wijzigingen aan het keizerlijk decreet van 30 Maart 1808.

ART. 30.

Artikel 23 wordt aangevuld met het volgend lid :

Zaken, waarin gelijkaardige kwesties voorkomen, worden zooveel mogelijk aan eene zelfde kamer uitgedeeld; de zaken over hooger beroep tegen uitspraken op kortgeding worden slechts aan twee kamers van het hof uitgedeeld, wanneer éene kamer niet volstaat om ze bij hoogdringendheid te behandelen. »

ART. 31.

Artikel 61 wordt aangevuld met de volgende slotalinea :

« Zaken waarin gelijkaardige kwesties voorkomen worden zooveel mogelijk aan eene zelfde kamer uitgedeeld. »

AFDDELING 2. — Wijzigingen aan het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

ART. 32.

De volgende bepaling wordt onder

dans le Code de procédure civile sous le n^o 82^{bis} :

« Les demandes aux fins de distribution à un juge statuant seul se font par déclaration à l'audience d'introduction et, aussi longtemps que l'affaire n'est pas en état, par déclarations déposées au greffe et signées par les parties ou leurs mandataires. Elles peuvent être faites sans autorisation spéciale par les parties qui, pour ester en justice, doivent se pourvoir d'une autorisation.

» Le juge unique auquel une affaire est déferée est saisi des actions connexes, reconventionnelles, en garantie ainsi que des appels en intervention se rapportant à cette affaire.

» Lorsqu'une affaire a donné lieu à un jugement de défaut-jonction, le juge unique peut en être saisi sur l'accord de toutes les parties comparantes lors du débat au fond. »

ART. 33.

La disposition suivante est insérée dans le Code de procédure civile sous le n^o 82^{ter} :

« Dans les causes soumises au juge appelé à statuer seul en cas de procédure sur rapport, ou prévoyant la désignation d'un juge commissaire, le rapport est supprimé et les attributions du juge commissaire passent de plein droit au juge appelé à statuer seul. »

n^o 82^{bis} in het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering ingevoegd :

« De aanvragen ter uitdeeling der zaak aan een alleensprekenden rechter worden gedaan bij verklaring op de incidende terechtzitting en, zoolang de zaak niet in staat van wijzen is, bij ter griffie nedergelegde door partijen of hare lasthebbers onderteekende verklaringen. Zij kunnen zonder bijzondere toelating ingediend worden door partijen die, om in rechte op te treden, zich van eene toelating moeten voorzien.

» Bij den alleensprekenden rechter, wien eene zaak ter kennisneming is opgedragen, worden ook aanhangig gemaakt de samenhangende vorderingen, de tegenvorderingen, de vorderingen tot vrijwaring, alsmede de oproepingen tot tusschenkomst welke met deze zaak in verband staan.

» Wanneer eene zaak aanleiding heeft gegeven tot een vonnis van gevoegd verstek, kan zij bij den alleensprekenden rechter aanhangig gemaakt worden wanneer alle verschijnende partijen het daarover eens zijn bij de behandeling van de zaak zelve. »

ART. 33.

De volgende bepaling wordt onder n^o 82^{ter} in het Wetboek voor Burgerlijke Rechtsvordering ingevoegd :

« In de zaken, onderworpen aan den rechter die gelast is alleen recht te spreken wanneer de rechtspleging bij verslag geschiedt of daarbij de aanwijzing van een rechter-commissaris wordt voorzien, wordt het verslag weggelaten en gaan de bevoegdheden van den rechter-commissaris van rechtswege op den rechter over, die gelast is alleen recht te spreken. »

ART. 34.

Au quatrième alinéa de l'article 404, les mots « mille francs » sont remplacés par « quatre mille francs ».

ART. 35.

Le second alinéa de l'article 819 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Ils peuvent même faire saisir à l'instant en vertu de la permission qu'ils auront obtenue, soit du président du tribunal, si la somme pour laquelle la saisie est projetée dépasse dix mille francs, soit du juge de paix dans le cas contraire. »

SECTION 3. — Modifications
à la loi du 25 mars 1876 sur la compétence.

ART. 36.

L'article 2 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Les juges de paix connaissent de toutes les affaires civiles dont la valeur n'excède pas deux mille cinq cents francs. Jusqu'à la valeur de quatre cents francs, leurs jugements sont en dernier ressort, nonobstant les lois spéciales fixant une somme moindre. »

ART. 37.

L'article 2^{bis} est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« En matière civile, ils connaissent, en dernier ressort jusqu'à la valeur de quatre cents francs, et en premier res-

ART. 34.

In het vierde lid van artikel 404 worden de woorden « duizend frank » vervangen door « vier duizend frank ».

ART. 35.

Het tweede lid van artikel 819 wordt ingetrokken en door de volgende bepaling vervangen :

« Zij mogen zelfs dadelijk doen in beslag nemen krachtens de toelating die zij gekregen hebben hetzij van den voorzitter der rechtbank, indien de som voor dewelke de inbeslagneming is voorgenomen meer dan tien duizend frank bedraagt, hetzij van den vrederechter in het tegenovergesteld geval ».

AFDEELING 3. — Wijzigingen aan de wet van
25 Maart 1876 op de bevoegdheid.

ART. 36.

Artikel 2 wordt ingetrokken en door de volgende bepaling vervangen :

« De vrederechters nemen kennis van alle burgerlijke zaken waarvan de waarde niet meer dan twee duizend vijfhonderd frank bedraagt. Tot de waarde van vierhonderd frank worden hunne vonnissen gewezen in laatsten aanleg, niettegenstaande de bijzondere wetten waarbij een kleiner bedrag wordt bepaald. »

ART. 37.

Artikel 2^{bis} wordt ingetrokken en door de volgende bepaling vervangen :

« In burgerlijke zaken nemen zij kennis in laatsten aanleg tot de waarde van vierhonderd frank, en in eersten

sort, jusqu'à la valeur de dix mille francs :

» 1° Des contestations relatives aux baux à ferme et à loyer, à cheptel et à colonage partiaire, des actions en validation ou en mainlevée des saisies-gageries ;

» 2° Des contestations ayant pour objet soit les démembrements du droit de propriété autres que les privilèges ou les hypothèques, soit l'exécution, la résolution ou la révocation des actes qui ont établi ces démembrements, soit les relations juridiques issues du voisinage, de la copropriété, de la communauté de jouissance, et qui sont régies par le titre IV du livre II du Code civil, ou par des lois spéciales autres que les lois sur les mines ;

» 3° Des actions possessoires ;

» 4° Des actions en réhabilitation et des actions en nullité fondées sur l'article 1598 du Code civil, dans les ventes ou échanges d'animaux ;

» 5° Des actions pour dommages faits aux champs, fruits et récoltes, soit par l'homme, soit par les animaux ;

» 6° Des oppositions prévues par les articles 23^{bis} et 23^{quater} de la loi du 16 mars 1865 modifiée par la loi du 10 février 1900 ;

» 7° Des demandes en allocation, majoration, réduction ou suppression des pensions alimentaires fondées sur les articles 2 de la loi du 20 novembre 1896, 206 et 207 du Code civil et des demandes fondées sur les articles 212 et 214 du même Code si ces demandes ne se rattachent pas à une

aanleg tot de waarde van tien duizend frank, van :

» 1° De geschillen betreffende landpachten en huishuurcontracten, vee-pachten, verhuringen mits verdeling der vruchten, vorderingen tot geldig-verklaring of tot handlichting van pandbeslag ;

» 2° De geschillen in zake het zij van verdeling van het eigendomsrecht, behalve de voorrechten of de hypothe-ken, hetzij van uitvoering, ontbinding of herroeping der akten die deze verdee-ling hebben tot stand gebracht, hetzij van rechtskundige betrekkingen ont-staan uit het buurschap, den mede-eigendom, de gemeenschap van genot en die door titel IV van het tweede boek van het Burgerlijk Wetboek of door bijzondere wetten, met uitzonde-ring der mijnwetten, worden geregeld ;

» 3° De vorderingen in bezitrecht ;

» 4° De vorderingen tot koopver-nietiging en de vorderingen tot nietig-verklaring op grond van artikel 1598 van het burgerlijk wetboek, bij verkoop of ruil van dieren ;

» 5° De vorderingen voor schade veroorzaakt aan velden, vruchten en oogst, hetzij door menschen, hetzij door dieren ;

» 6° Het verzet voorzien bij de arti-kelen 23^{bis} en 23^{quater} der wet van 16 Maart 1865 gewijzigd bij de wet van 10 Februari 1900 ;

» 7° De eischen tot toekenning, ver-meerdering, vermindering of ophef-fing van uitkeeringen tot onderhoud op grond van de artikelen 2 der wet van 20 November 1896, 206 en 207 van het Burgerlijk Wetboek en de eischen op grond van de artikelen 212 en 214 van hetzelfde wetboek, indien deze

instance en séparation de corps ou en divorce, pendante ou terminée. »

ART. 38.

L'article 3 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Quels que soient la nature et le montant de la demande, les juges de paix connaissent, en premier ressort lorsque la demande a une valeur de plus de quatre cents francs :

» 1° Des contestations relatives aux ventes de semences, d'engrais et de substances destinés à la nourriture des animaux, pourvu que l'acheteur n'ait pas fait acte de commerce;

» 2° Des litiges indiqués à l'article 1^{er} de la loi du 15 mai 1910, lorsqu'il n'existe pas de conseil de prud'hommes institué pour les juger. Dans ce cas, la compétence territoriale des juges de paix est réglée conformément à l'article 44 de la prédite loi. »

ART. 39.

Dans le premier alinéa de l'article 6, les chiffres 3, n° 1, sont remplacés par 2^{bis}, n° 1.

ART. 40.

L'article 7 est abrogé.

ART. 41.

L'article 16 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Le taux du dernier ressort est fixé à 10,000 francs pour les jugements des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce et pour les ordonnances de référé. »

eischen niet in verband staan met een nog hangend of reeds berecht geding tot scheiding van tafel en bed of tot echtscheiding. »

ART. 38.

Artikel 3 wordt ingetrokken en door de volgende bepaling vervangen :

« Welke ook de aard en het bedrag van den eisch wezen, nemen de vrederechters kennis, in eersten aanleg wanneer de eisch eene waarde van meer dan vier-honderd frank heeft :

» 1° Van de geschillen betreffende den verkoop van zaden, meststoffen en voederartikelen, op voorwaarde dat de koper geene daad van koophandel hebbe verricht;

» 2° Van de bij artikel één der wet van 15 Mei 1910 vermelde twistzaken, wanneer er geen werkrechtersraad bestaat om ze te berechten. In dit geval wordt de gebiedsbevoegdheid der vrederechters onvereenkomstig artikel 44 van laatstgenoemde wet geregeld. »

ART. 39.

In het eerste lid van artikel 6 worden de cijfers 3, n° 1 vervangen door 2^{bis}, n° 1.

ART. 40.

Artikel 7 is ingetrokken.

ART. 41.

Artikel 16 wordt ingetrokken en door de volgende bepaling vervangen :

« Het beloop van den laatsten aanleg is bepaald op 10,000 frank voor de vonnissen van de rechtbanken van eersten aanleg en van de rechtbanken van koophandel, alsmede voor de uitspraken op kortgeding. »

ART. 42.

Le second alinéa ajouté à l'article 42 par la loi du 21 décembre 1896 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Dans le cas du n° 1 de l'article 3 de la loi sur la compétence, l'action est portée devant le juge du domicile de l'acheteur.

» Toute convention contraire antérieure à la naissance du litige est nulle de plein droit ; le défendeur défaillant est présumé décliner la compétence du tribunal. »

SECTION 4. — Modifications à la loi du 30 juillet 1889 relative à l'assistance judiciaire et à la procédure gratuite.

ART. 43.

Dans l'article 4 les mots : « deux commissaires » sont remplacés par les mots : « un commissaire ».

Les mots : « sur leur rapport » sont remplacés par les mots : « sur son rapport ».

ART. 44.

Dans l'article 5 les mots : « les commissaires » sont remplacés par les mots : « le commissaire ».

ART. 42.

Het tweede lid door de wet van 21 December 1896 aan artikel 42 toegevoegd wordt ingetrokken en door de volgende bepaling vervangen :

« In het geval van n° 1 van artikel 3 der wet op de bevoegdheid, wordt de vordering bij den rechter van de woonplaats van den koper aangebracht.

» Elke daarmede strijdige overeenkomst, welke vóór het ontstaan van het geschil werd getroffen, is van rechtswege zonder waarde; de niet verschijnende verweerder wordt geacht de bevoegdheid van de rechtbank af te wijzen. »

AFDEELING 4. — Wijzigingen aan de wet van 30 Juli 1889 betreffende den gerechtelijken bijstand en de toelating om kosteloos te procederen.

ART. 43.

In artikel 4 worden de woorden : « twee commissarissen » vervangen door de woorden : « één commissaris ».

De woorden : « op hun verslag » worden vervangen door de woorden : « op zijn verslag ».

ART. 44.

In artikel 5 worden de woorden : « de commissarissen » vervangen door de woorden : « de commissaris ».

TITRE III.

DE LA PROCÉDURE PÉNALE.

CHAPITRE PREMIER.

Modifications
au Code d'instruction criminelle.

SECTION 1^{re}. — Du rapport des juges d'instruction
quand la procédure est complète.

ART. 45.

L'alinéa premier de l'article 129 est
modifié comme suit :

« Si elle est d'avis que le fait ne con-
stitue qu'une simple contravention de
police ou une infraction déferée au juge
de police par l'article 49 de la présente
loi, l'inculpé sera renvoyé au tribunal
de police et il sera remis en liberté s'il
est arrêté. »

ART. 46.

La disposition suivante y est insérée
sous le n° 134^{bis} :

« La Chambre du Conseil ne peut
rendre les ordonnances prévues aux
articles 130, 131, 133 et 134 du Code
d'instruction criminelle et, lorsqu'il y
a partie civile en cause, l'ordonnance
prévue à l'article 128 du même Code
qu'après avoir entendu le procureur du
Roi et entendu ou appelé l'inculpé et la
partie civile.

» L'inculpé et la partie civile peuvent
se faire assister d'un conseil; le dossier
est mis à leur disposition au greffe pen-

TITEL III.

STRAFVORDERING.

EERSTE HOOFDSTUK.

Wijzigingen aan het Wetboek van
Strafvordering.

AFDEELING I. — Het verslag van de onderzoeks-
rechters wanneer de rechtspleging volledig is.

ART. 45.

Het eerste lid van artikel 129 wordt
gewijzigd als volgt :

« Indien zij meent dat het feit slechts
eene politie-overtreding is of een mis-
drijf waarvan de kennisneming door
artikel 49 dezer wet aan den politie-
rechter is opgedragen, wordt verdachte
naar de politierechtbank verwezen, mede
met bevel van invrijheidstelling, wan-
neer hij in verzekerde bewaring is. »

ART. 46.

De volgende bepaling wordt er inge-
voegd onder n° 134^{bis} :

« De raadkamer kan slechts de bij de
artikelen 130, 131, 133 en 134 van het
Wetboek van strafvordering voorziene
beschikkingen en, wanneer eene burger-
lijke partij bij de zaak betrokken is, de bij
artikel 128 van hetzelfde Wetboek voor-
ziene beschikking uitvaardigen, na den
procureur des Konings gehoord en den
verdachte en de burgerlijke partij te
hebben gehoord of opgeroepen.

» De verdachte en de burgerlijke
partij kunnen zich door een raads-
man laten bijstaan; het dossier wordt,

dant deux jours ouvrables au moins avant la comparution en Chambre du Conseil.

» Le greffier leur donne avis par lettre recommandée à la poste ou par télégramme du dépôt du dossier au greffe et de la date de la comparution.

» L'inculpé peut renoncer au délai prévu par l'alinéa 2 du présent article. »

SECTION II. — Procédure sommaire
devant les tribunaux de police.

ART. 47.

Les dispositions suivantes sont ajoutées au Code d'instruction criminelle et, sous la rubrique « Procédure sommaire », elles prendront la place du § 2 abrogé du chapitre premier, du titre I^{er} du livre II :

« ART. 166. — La procédure sommaire, instituée ci-après, n'est applicable aux infractions déférées au tribunal de police que si elles sont constatées par procès-verbaux ou rapports et qu'il n'y a eu ni plainte ni audition de témoins. »

« ART. 167. — Le ministère public, s'il se propose de ne requérir de ce chef qu'une peine pécuniaire, porte les procès-verbaux ou rapports à la connaissance des intéressés en les avisant de la peine qui sera requise et en les avertissant qu'ils peuvent réclamer l'application de la procédure ordinaire. Le juge, auquel ces pièces sont transmises, peut prescrire l'observation de la procédure ordinaire; il est tenu de le faire, s'il prévoit l'application d'une peine supérieure

gedurende ten minste twee werkdagen vóór de verschijning in de raadkamer, ter griffie te hunner beschikking gesteld.

» De griffier geeft hun bij aangetekend schrijven of per telegram bericht van het neerleggen van het dossier ter griffie en van den datum der verschijning.

» Verdachte mag afzien van den bij het 2^{de} lid van dit artikel voorzienen termijn. »

AFDEELING II. — Summiere rechtspleging voor de politierechtbanken.

ART. 47.

De volgende bepalingen worden toegevoegd aan het Wetboek van strafvordering en, onder de rubriek « Summiere rechtspleging », nemen zij de plaats in van de vervallen § 2 van het eerste hoofdstuk van den eersten titel van het II^e boek :

« ART. 166. — De hierna ingestelde summiere rechtspleging is slechts van toepassing op de aan de politierechtbanken ter kennisneming opgedragen misdrijven indien er van blijkt door processen-verbaal of verslagen en er noch aanklacht noch gehoor van getuigen is. »

« ART. 167. — Het openbaar ministerie, wanneer het zich voorstelt uit dien hoofde slechts eene geldboete te vorderen, brengt de processen-verbaal of verslagen ter kennis van betrokkenen onder mededeeling van de straf welke zal gevorderd worden en onder bericht dat zij de toepassing van de gewone rechtspleging kunnen eischen. De rechter wien deze stukken worden overgemaakt kan de naleving van de gewone rechtspleging voorschrijven;

à celle requise, ou si l'inculpé ou la partie lésée le réclame. »

« Art. 168. — Le juge statue en audience publique sur les réquisitions du ministère public, au plus tôt le huitième jour après la notification prescrite par l'article 167. »

« Art. 169. — La décision est notifiée par extrait; la notification se fait par lettre recommandée.

» L'extrait relate la date de la décision, le numéro du procès-verbal ou rapport et la date à laquelle le procès-verbal ou rapport a été porté à la connaissance de l'inculpé, le texte appliqué, le montant de la peine prononcée et des frais.

» La notification contient, en outre, avis que faute d'opposition dans les quinze jours, sans augmentation en raison de la distance, la décision deviendra définitive. A l'expiration de ce délai, le jugement sera exécutoire. »

« Art. 170. — L'opposition est formée par une déclaration faite au greffe du tribunal de police, ou par une lettre recommandée adressée au greffier.

» La procédure ordinaire est dès lors suivie et l'opposition est jugée par le tribunal de police suivant les formes du Code d'instruction criminelle.

» Le juge peut relever de la rigueur du délai d'opposition si l'opposant justifie qu'il n'a pu être instruit de la procédure. »

hij is daartoe gehouden, indien hij de toepassing eener zwaardere straf dan de gevorderde voorziet, of indien de beklagde of de beleedigde partij het eischt. »

« Art. 168. — De rechter doet uitspraak in openbare terechtzitting over de vorderingen van het openbaar ministerie, ten vroegste den achsten dag na de bij artikel 167 voorgeschreven kennisgeving. »

« Art. 169. — De beslissing wordt bij uittreksel medegedeeld; de kennisgeving geschiedt bij aangeteekend schrijven.

» Het uittreksel vermeldt den datum der beslissing, het nummer van het proces-verbaal of van het verslag en den datum waarop het proces-verbaal of verslag ter kennis van verdachte werd gebracht, den toegepaste tekst, het bedrag der uitgesproken straf en der kosten.

» Bovendien bevat de kennisgeving het bericht dat, bij gebreke aan verzet binnen de vijftien dagen, zonder verlenging uit hoofde van den afstand, de beslissing definitief wordt. Na het verstrijken van dien termijn is het vonnis uitvoerbaar. »

« Art. 170. — Verzet wordt ingesteld door eene aangifte ter griffie van de politierechtbank of bij aangeteekend schrijven gericht aan den griffier.

» De gewone rechtspleging wordt alsdan gevolgd en het verzet wordt berecht door de politierechtbank op de wijze voorzien bij het Wetboek van strafvordering.

» De rechter kan van de strenge toepassing van den termijn van verzet ontheffing verleenen indien de in verzet komende partij bewijst dat zij niet van de rechtspleging kon onderricht zijn. »

SECTION III. — Des tribunaux en matière correctionnelle.

ART. 48.

L'article 192 du Code d'instruction criminelle est modifié comme suit :

« Si le fait n'est qu'une contravention de police ou une infraction déférée, au juge de police par article 49 de la présente loi, et si la partie publique ou la partie civile n'a pas demandé le renvoi, le tribunal appliquera la peine et statuera, s'il y a lieu, sur les dommages-intérêts. »

Le second alinéa de cet article est abrogé.

CHAPITRE II.

Modification à la loi du 1^{er} mai 1849.

ART. 49.

Les articles 1^{er} et 2 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« ARTICLE PREMIER. — Les juges de paix connaissent comme juges de police, des contraventions. »

« ART. 1^{bis}. — Ils connaissent, en outre et sans préjudice du droit du procureur du Roi, de saisir des délits le juge d'instruction :

» 1^o Des délits prévus par le Code rural ;

» 2^o Des infractions prévues par le Code forestier ;

» 3^o Des infractions à la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique, à l'exception de celles prévues par l'article 10 ;

AFDEELING III. — De rechtbanken in boetstraffelijke zaken.

ART. 48.

Artikel 192 van het Wetboek van strafvordering wordt gewijzigd als volgt :

« Indien het feit slechts eene politie-overtreding is of een inbreuk waarvan de kennisneming door artikel 49 dezer wet aan den politierechter is opgedragen, en indien de openbare partij of de burgerlijke partij de verwijzing niet heeft gevorderd, past de rechtbank de straf toe en beschikt desgevallend op de vordering tot schadeloosstelling. »

Het tweede lid van dit artikel is ingetrokken.

HOOFDSTUK II.

Wijzigingen aan de wet van 1 Mei 1849.

ART. 49.

De artikelen 1 en 2 worden ingetrokken en door de volgende bepalingen vervangen :

« ART. 1. — De vrederechters nemen kennis als politierechters van de overtredingen. »

« ART. 1^{bis}. — Zij nemen daarenboven en onverminderd het recht van den procureur des Konings om de wanbedrijven bij den onderzoeksrechter ahangig te maken, kennis :

» 1^o Van de wanbedrijven voorzien door het Landelijk Wetboek ;

» 2^o Van de misdrijven voorzien door het Boschwetboek ;

» 3^o Van de misdrijven tegen de wet van 16 Augustus 1887 op de openbare dronkenschap, met uitzondering van deze voorzien bij artikel 10 ;

» 4° Des infractions aux lois sur la pêche fluviale ;

» 5° Des infractions au décret du 16 décembre 1811 contenant règlement de police des polders, à l'exception de celles prévues par l'article 40 ;

» 6° Des infractions aux lois et règlements sur les postes, les barrières, le roulage, les messageries, la voirie par terre, par mer ou par eau ;

» 7° Des infractions aux règlements provinciaux et communaux ;

» 8° De toutes les infractions que des lois spéciales ont placées dans leur compétence. »

« ART. 2. — Dans les cas prévus aux articles 1 et 1^{bis} de la présente loi le tribunal de police du lieu de l'infraction, celui de la résidence de l'inculpé et celui du lieu où le prévenu a été trouvé seront également compétents pour connaître des faits imputés. »

« ART. 2^{bis}. — Chaque fois qu'il est saisi de délits en vertu de l'article 1^{bis} ci-dessus, le tribunal de police peut appliquer aux prévenus les peines comminées par la loi du chef de ces délits ou réduire les peines en invoquant une excuse ou des circonstances atténuantes, si elles sont légalement admissibles. »

TITRE IV.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ART. 50.

Les articles 1^{er}, 8, 18, 19, 24, 29 à 31 et 46 de la présente loi sont obliga-

» 4° Van de misdrijven tegen de wetten op de riviervischvangst ;

» 5° Van de misdrijven tegen het decreet van 16 December 1811 houdende het politiereglement der polders, ter uitzondering van die voorzien bij artikel 40 ;

» 6° Van de misdrijven tegen de wetten en reglementen op de posterijen, barreelen, het vervoer, de messageries, het verkeer te land, ter zee of te water ;

» 7° Van de misdrijven tegen de provincie- en gemeentereglementen ;

» 8° Van alle misdrijven welke krachtens bijzondere wetten tot hunne bevoegdheid behooren. »

« ART. 2. — In de gevallen voorzien bij de artikelen 1 en 1^{bis} van deze wet zijn de politierechtbank van de plaats waar het misdrijf werd gepleegd, die van de verblijfplaats van den beklaagde en die van de plaats waar beklaagde werd aangetroffen gelijkelijk bevoegd om kennis te nemen van de ten laste gelegde feiten. »

« ART. 2^{bis}. — De rechtbank van politie kan, telkens wanneer ingevolge bovenstaand artikel 1^{bis} wanbedrijven bij haar aanhangig zijn gemaakt, op de beklaagden de straffen toepassen welke de wet voor deze wanbedrijven voorziet of deze straffen verminderen, mits eene versooning of verzachtende omstandigheden in te roepen indien deze wettelijk toelaatbaar zijn.

TITEL IV.

OVERGANGSBEPALINGEN.

ART. 50.

De artikelen 1, 8, 18, 19, 24, 29 tot 31 en 46 van deze wet zijn bindend

toires le dixième jour après celui de sa publication.

ART. 51.

Les articles 34 à 42, 45, 47 à 49 de la présente loi sont obligatoires le 1^{er} août 1923.

ART. 52.

Le régime nouveau de la compétence et du ressort n'est pas applicable aux actions régulièrement portées devant les juridictions de jugement avant le 1^{er} août 1923.

Toutefois, en ce qui concerne les préventions visées par l'article 48, le droit d'appel s'exerce conformément à cet article dès le 1^{er} mai 1923.

ART. 53.

Les articles 2 à 7, 9 à 17, 20 à 23, 25 à 28, 32, 33, 43 et 44 de la présente loi sont obligatoires le 1^{er} octobre 1923.

Toutefois, dès le dixième jour après celui de sa publication, les premiers présidents, les présidents, les officiers du ministère public et les juridictions d'instruction pourront prendre les mesures et rendre les arrêts et ordonnances nécessaires à l'exécution de la loi, le 1^{er} octobre 1923.

ART. 54.

Dans les tribunaux de première instance et de commerce, les affaires civiles et commerciales figurant le 1^{er} octobre 1923 au rôle des chambres d'un juge sont renvoyées, aux fins de

den tienden dag na den dag harer bekendmaking.

ART. 51.

De artikelen 34 tot 42, 45, 47 tot 49 van deze wet zijn bindend den 1^o Augustus 1923.

ART. 52.

Het nieuwe stelsel van de bevoegdheid en den aanleg is niet van toepassing op de twistgedingen welke vóór 1 Augustus 1923 regelmatig voor de rechtbanken ter terechtzitting zijn gebracht.

Wat echter de bij artikel 48 bedoelde telastleggingen betreft, wordt het recht van hooger beroep, overeenkomstig dit artikel, met ingang van 1 Mei 1923 uitgeoefend.

ART. 53.

De artikelen 2 tot 7, 9 tot 17, 20 tot 23, 25 tot 28, 32, 33, 43 en 44 van deze wet zijn bindend op 1 October 1923.

Van den tienden dag af echter na den datum van hare bekendmaking kunnen de eerste-voorzitters, de voorzitters, de ambtenaren van het openbaar ministerie en de rechtbanken in raadkamer de maatregelen nemen en de arresten en beschikkingen uitvaardigen welke noodig zijn opdat de wet op 1 October 1923 ten uitvoer gelegd worde.

ART. 54.

In de rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel, worden de burgerlijke zaken en de handelszaken welke op 1 October 1923 op de rol der kamers met één rechter voorkomen, ter fine van ver-

distribution, à la chambre où siège habituellement le président, à moins que les parties, conformément à l'article 32, ne demandent leur maintien au dit rôle.

Sauf en ce qui concerne les citations directes du procureur du Roi qui sont jugées par les chambres correctionnelles auxquelles elles ont été distribuées avant le 1^{er} octobre 1923, les affaires correctionnelles non jugées à cette date, qu'elles soient fixées ou non, sont distribuées à une chambre de trois juges, à moins que l'ordonnance de renvoi ne les ait déferées, en exécution des articles 5 et 53, à un juge statuant seul.

Donné à Bruxelles, le 7 janvier 1923.

deeling teruggezonden naar de kamer waar de voorzitter gewoonlijk zitting houdt, tenzij partijen, overeenkomstig artikel 32, haar behoud op voormelde rol aanvragen.

Behalve wat de zaken op rechtstreekse dagvaarding van den Procureur des Konings betreft, welke berecht worden door de boetstraffelijke kamers aan dewelke zij vóór 1 October 1923 werden uitgedeeld, worden de op dien dag nog niet berechte boetstraffelijke zaken, er moge al dan niet een dag bepaald zijn, onderworpen aan eene kamer met drie rechters, tenzij de beschikking van verwijzing haar, ter voldoening aan de artikelen 5 en 53, ter kennisneming aan een alleensprekenden rechter hebbe opgedragen.

Gegeven te Brussel, den 7ⁿ Januari 1923.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Ministre de la Justice,

VAN S' KONINGS WEGE :
De Minister van Justitie,

F. MASSON.